ARRETES NOVEMBRE 2022

N°arrêté	Service	Objet	Date
297R	TECHNIQUE	PERMISSION DE VOIRIE POUR ENEDIS AMENAGEMENT RACCORDEMENT INDIVIDUEL ET COLLECTIF M EYNARD Patrick 6195 ROUTE DE BERRE	02/11/2022
298R	POLICE MUNICIAPLE	REGELEMENTATION DE LA CIRCULATION - ROUTE DE BERRE, LE PUITS NEUF, MEJEANS, PLACE DU MARCHE, CHEMIN DU PLATEAU - MARQUAGE AU SOL - ZIGZAG SIGNALISATION	04/11/2022
299R	POLICE MUNICIAPLE	REGELMENTATION DE LA CIRCULATION - CHEMIN DES GOURGOULONS - TESTONI	04/11/2022
300R	POLICE MUNICIPALE	REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT - CEREMONIE DU 11 NOVEMBRE	07/11/2022
301R	POLICE MUNICIPALE	REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION - CHEMIN DES GRANDES TERRES, CHEMIN DES VENCES - SOLUTIONS 30 SUD EST	09/11/2022
302R	POLICE MUNICIAPE	REGEMENTATION DE LA CIRCULATION - CHEMIN DES GRANDS BOIS - BRONZO TP	09/11/2022
303R	POLICE MUNICIPALE	REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION - ENSEMBLE VOIES COMMUNALES - CDA	10/11/2022
304R	POLICE MUNICIPALE	REGELMENTATION DE LA CIRCULATION - ROUTE DE BERRE - SATR	14/11/2022
305R	POLICE MUNICIPALE	REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION - SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE COMMUNAL - AZURCONNECT TECHNOLOGIES	14/11/2022
306R	TECHNIQUE	PERMISSION DE VOIRIE POUR CIRCET RACCORDEMENT DESSERTE TELEPHONIQUE HAUT DEBIT CHEMIN DE LA ROQUETRAOUCADE	15/11/2022
307R	POLICE MUNICIPALE	REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION BOULEVARD DE PROVENCE- FETES DES LUMIERES	16/11/2022
308R	POLICE MUNCIPALE	REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION - ROUTE DE BERRE - SOBECA	17/11/2022
309R	POLICE MUNICIAPLE	REGLEMENTATION DES COMMERCES NON SEDENDAIRE PLACE DU MARCHEE MME GIEULLES	17/11/2022
310R	POLICE MUNICIAPLE	REGLEMENTATION DES COMMERCES NON SEDENDAIRE PLACE DU MARCHE MME MARIN	17/11/2022
311R	POLICE MUNICIPALE	REGLEMENTATION DES COMMERCES NON SEDENDAIRE PLACE DU MARCHE MME SOUBIN	17/11/2022
312R	POLICE MUNICIPALE	REGLEMENTATION DES COMMERCES NON SEDENDAIRE PLACE DU MARCHE MR DAVO	17/11/2022
313R	POLICE MUNICIPALE	COMMISSIONNEMENT POUR CONSTATER LES INFRACTIONS A L'URBANISME DAMIEN RASTOLL	17/11/2022
314R	POLICE MUNCIPALE	REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION - CHEMN DE CHÂTEAU BLANC - SO TEC	21/11/2022
315R	TECHNIQUE	ARRETE DE PERMISSION DE VOIRIE POUR ENEDIS RACCORDEMENT ELECTRIQUE M GAMET CHEMIN DES PEPIOUX	21/11/2022
316R	POLICE MUNICIPALE	REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION - CHEMIN DES MEJEANS - SOGEA PROVENCE	22/11/2022
317R	POLICE MUNICIPALE	REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION - ROUTE DE BERRE - PROVENCE SERVICES	23/11/2022

ARRETES NOVEMBRE 2022

N°arrêté	Service	Objet	Date
318R	TECHNIQUE	PERMISSION DE VOIRIE POUR LA SEM POSE PE + COMPTEUR ESPACE VERT 62 CARRAIRE DES ROUGUIERES BASSES QUARTIER DU MOULIN SCI VIZIR MME MOUREN	23/11/2022
319R	POLICE MUNICIAPLE	CHANGEMENT DE VEHICULE TAXI n°7 AMBIANTI	23/11/2022
320R	TECHNIQUE	ARRETE DE PERMISSION DE VOIRIE POUR LA SEM BRANCHEMENTS AEP ET EU MME FERRETTI AURELIE et JULIEN GUY 1854 IMPASSE DE LA PINEDE	24/11/2022
321R	POLICE MUNICIPALE	REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION - ROUTE DE BERRE - SOBECA	29/11/2022
322R	TECHNIQUE	PERMISSION DE VOIRIE POUR LA SEM BRANCHEMENT EAU POTABLE IMPASSE DE LA TERRASSE DES PINS M TABAKIAN CEDRIC	29/11/2022
323R	TECHNIQUE	ARRETE DE NUMEROTAGE LOTISSEMENT LA DENISE POUR M PIEULLE OLIVIER 615 CHEMIN	29/11/2022
324R	TECHNIQUE	ARRETE DE NUMEROTAGE M GELINEAU MATHIEU 5 IMPASSE PEYRE PLANTADE SUD VOIE PRIVEE NUMERO UNIQUE	30/11/2022

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRÊTÉ DU MAIRE
N° 297R

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

ARRONDISSEMENT D'AIX-EN-PROVENCE

CANTON DE BERRE L'ETANG

COMMUNE DE VENTABREN

PERMISSION DE TRAVAUX SUR LA VOIRIE PUBLIQUE
CHEMIN DE MARALOUINE

Frédéric VIGOUROUX, Maire de la Commune de Ventabren,

VU la demande par courrier en date du **18 Octobre 2022,** par laquelle la **ENEDIS Direction Régionale Provence Alpes du Sud demeurant 445, Rue André Ampère 13591 AIX EN PROVENCE**, **Chargé de Projet Mr Ali MOKHFI,** demande l'autorisation pour la réalisation de travaux sur le domaine public routier :

Référence Enedis DC25/048718 **6195 ROUTE DE BERRE- 13122 Ventabren , cadastrée section AR.**

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités territoriales, complétée et modifiée par la Loi n° 82623 en date du 22 Juillet 1982.

VU la loi n°83-8 en date du 7 janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6

VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment les articles L2122-1 à L2122-4 et L3111.1,

VU le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants,

VU le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L115-1, L141-10, L141-11 et L141-12,

VU L'état des lieux

ARRÊTE

Article 1 – Autorisation

ENEDIS est autorisée à occuper le domaine public routier, Autorisation valable

du 02/11/2022 au 02/03/2023 Soit pour 4 Mois,

Au moins huit jours avant le commencement des travaux, le bénéficiaire soumettra au signataire du présent arrêté, ou à son représentant, la date de commencement des travaux par mail à :
m.merlin@mairie-ventabren.fr .

et à y exécuter les travaux énoncés dans sa demande à savoir :

Projet : AMENAGEMENT RACCORDEMENT INDIVIDUEL ET COLLECTIF ISSU DU POSTE BATAILLES
Nature des Travaux : AMENAGEMENT DE RESEAU
Dossier : C5P//EYNARD Patrick
Lieu : 6195 ROUTE DE BERRE 13122 VENTABREN ROND POINT AU POSTE HTA/BT

Indications particulières à vos travaux :

ENEDIS devra obtenir les servitudes de passages et de tréfonds avant le commencement des travaux. Consulter les Conditions particulières dues au fait que l'alimentation et le raccordement du projet traversent des propriétés privées

Sous réserve du bornage par un géomètre, de l'implantation des futurs compteurs, avec avis sur validation de l'implantation par les services de la Commune de Ventabren. Arrêté d'Alignement afin de connaître les servitudes pouvant frapper le chemin, et à régulariser avant tous travaux d'implantation par **ENEDIS**.

Prendre attache avec les services le service des Route pour travaux sur la Départementale numéro 10 noemi.distefano@departement13.fr et secretariatseeraix@departement13.fr

L'Implantations de tous les équipements d'**ENEDIS**, pose de niche, coffret, regard, clôture, tabourets, compteur, borne, poteau, sarcophage, sont à installer, en dehors des voiries communales, comme indiqué au Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Ventabren, Si nécessaire consulter la convention de cession gratuite de terrain établie par la Mairie

Dans le cas où des implantations seraient situées dans le périmètre de la voirie publique communale, en aucun cas la Mairie ne supportera le coût du déplacement de toutes ces installations. Il reviendra **à ENEDIS**, de trouver un accord, consécutif aux frais financiers, pour le déplacement de toutes les installations construites sur la voirie publique Communale

- Dans le cas où, après travaux, la remise en état de la voirie et des écoulements du réseau pluvial, ne seraient pas respectés, en aucun cas la Mairie ne supportera le coût des travaux qui seraient nécessaires pour remettre la voirie publique en état ou le réseau pluvial en état.

ENEDIS pour ses travaux devra garantir l'écoulement des eaux pluviales vers les ouvrages publics récepteurs et ne pas faire obstacle au libre écoulement des eaux de ruissellement, conformément aux dispositions du Code Civil.

En l'absence de réseau d'eaux pluviales, **ENEDIS** devra réaliser à sa charge exclusive des dispositifs appropriés et proportionnés permettant de maîtriser les débits d'eaux de ruissellement générés par l'aménagement routier.

Un dispositif de rétention des eaux pluviales sera conçu et adapté par **ENEDIS**, qui devra justifier de la conception et du dimensionnement de l'ouvrage.

- **ENEDIS** devra respecter les préconisations de la direction de l'Eau, de d'Assainissement, et du Pluvial (DEAP) de la Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP), Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Les travaux d'aménagement ne devront pas créer un écoulement supplémentaire des eaux pluviales, ni sur les fonds voisins, ni sur le domaine public ;

Lien pour consulter le plan et la liste des Emplacements Réservés à Ventabren

www.ventabren.fr /pratique /urbanisme /Plan Local d'Urbanisme approuvé le 11.12.2017 exécutoire à partir du 19.01/2018 /4.1 Règlement Graphique Plan /4.1.7 Liste emplacement réservés

Lors des travaux , ENEDIS doit prévoir , si nécessaire,

- de reprendre correctement et proprement les enrobés de raccord avec la chaussée existante.

- de refaire la réfection solide et de largeur appropriée de la chaussée à l'identique et ce après les travaux

- de reprendre à l'identique tous les accotements.

- de terminer les bords de rives sur le Domaine Public accédant à la propriété.

- de laisser les trottoirs et la chaussée à l'identique après travaux et en bon état.

- Refaire la signalisation du marquage au sol

- A la fin des travaux laisser en bon état d'utilisation, pour les piétons et les véhicules, la chaussée, les trottoirs et les accotements.

Article 2 - Prescriptions techniques particulières

A REVOIR AVANT TRAVAUX LES DIMENSIONS SUIVANT L'ALIGEMENT DE LA CHAUSSEE.

Réalisation de tranchée sous chaussée :

Le découpage des chaussées devra être exécuté à la scie à disque, à la bêche mécanique, à la roue tronçonneuse ou à la lame vibrante ou, en cas de tranchées étroites, à la trancheuse ou par tout autre matériel performant.

Les tranchées transversales, lorsque le fonçage n'est pas obligatoire, seront réalisées par demi - chaussée.

Au moins huit jours avant le commencement des travaux, **ENEDIS** soumettra au signataire du présent arrêté, ou à son représentant, m.meric@mairie-ventabren.fr , les résultats de l'étude qu'il aura effectuée sur le matériau qu'il compte utiliser en remblai et la composition de l'atelier de compactage et sa capacité de travail avec le matériau à mettre en œuvre (désignation précise du matériel, des coefficients de rendement, des épaisseurs de couches, du nombre de passe par couche et de la vitesse de translation, volume maximal à mettre en œuvre en un temps déterminé), étude qui s'imposera à lui.

Un grillage avertisseur sera mis en place à environ 0,30 mètre au-dessus de la canalisation.

Les déblais de chantier non utilisés provenant des travaux seront évacués et transportés en décharge autorisée à recevoir les matériaux extraits par les soins du bénéficiaire de la présente autorisation ou de l'entreprise chargée d'exécuter les travaux.

Si le marquage horizontal en rives ou en axe est endommagé, il devra être reconstitué à l'identique. Réalisation de tranchée sous accotement et/ou sous trottoir - Observations sur l'implantation du projet :

Le pétitionnaire est informé qu'il doit se renseigner en mairie m.merlin@mairie-ventabren.fr pour connaître l'existence d'ouvrages à proximité de son projet.

Les opérations de piquetage des travaux avec l'entreprise devront recevoir obligatoirement l'agrément du représentant de la commune.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 297R

La tranchée sera réalisée à une distance minimale du bord de la chaussée au moins égale à sa profondeur. S'il s'agit d'une tranchée sous trottoir, la génératrice supérieure de la conduite sera placée à 0,80 mètre au minimum au-dessous du niveau supérieur du trottoir. Les tranchées seront réalisées notamment à la trancheuse ou par tout matériel performant.

Un grillage avertisseur sera mis en place à environ 0,30 mètre au-dessus de la canalisation.

Le remblayage de la tranchée ainsi réalisée sera effectué. Il sera réalisé dans les mêmes conditions que pour les chaussées toutes les fois que la distance entre le bord de la chaussée et le bord de la tranchée sera, en accord avec le signataire, inférieure à la profondeur de la tranchée.

Article 3 - Sécurité et signalisation de chantier

15 Jours avant la date prévisionnelle des travaux, l'entreprise chargée des travaux et missionnée par **ENEDIS - devra déposer une demande d'Arrêté de police de la circulation et du stationnement au service de la Police Municipale** policemunicipale@mairie-ventabren.fr **04 42 28 89 97** (CERFA 14024*01) pris dans le cadre de la présente autorisation en application des dispositions du Code de la route et de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, modifié et de l'instruction sur la signalisation routière prise pour son application

Article 4 - Implantation ouverture de chantier et récolement

La date d'ouverture et d'achèvement du chantier sera précisée par l'entreprise chargée des travaux et missionnée par **ENEDIS** au moyen d'une demande d'arrêté de police de la circulation et du stationnement policemunicipale@mairie-ventabren.fr **04 42 28 89 97** (cerfa 14024*01)

La réalisation effective des travaux autorisés ne pourra excéder une durée de 07 jours sauf entente préalable.

Cette Société devra informer les Services Techniques : Mr Meric MERLIN m.merlin@mairie-ventabren.fr .au moins huit jours, avant la date prévue du démarrage des travaux, afin de permettre un rendez-vous sur les lieux pour contrôle du chantier, et état de la voirie avant travaux, ainsi que de permettre la libre circulation des personnes et des véhicules des riverains concernés. La chaussée sera rendue propre et libre à la circulation après 18 heures. La conformité des travaux sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier,

Article 5 – Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6

Le présent Arrêté peut faire l'objet d'une contestation auprès le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois (2 mois) à compter de sa notification ou de sa diffusion. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application « telerecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 7

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi 96-142 du 21/02/1996 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.

Article 8 - Publication et affichage

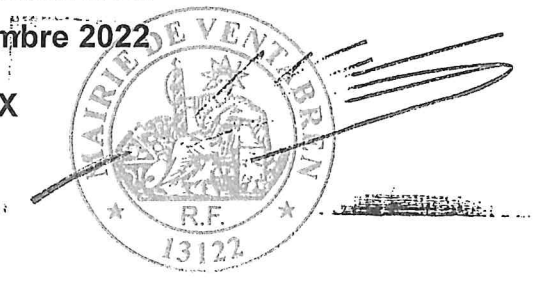
Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la Commune de VENTABREN

Article 9

La Directrice Générale des Services de la Commune de Ventabren, La Police Municipale de la Commune de Ventabren, Les Gardes Champêtres de la Commune de Ventabren, les Services Techniques de la Commune de Ventabren, la Gendarmerie Nationale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Ventabren, **le 02 Novembre 2022**

Frédéric VIGOUROUX



Maire de Ventabren

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

ARRONDISSEMENT D'AIX-EN-PROVENCE
CANTON DE BERRE L'ETANG
COMMUNE DE VENTABREN

ARRÊTÉ DU MAIRE

N°298R

RÉGLEMENTATION PROVISOIRE DE LA CIRCULATION

ROUTE DE BERRE/LOT PUITS NEUF/PLACE DU MARCHE/ CHEMIN DES MEJEANS/CHEMIN DU PLATEAU

Frédéric VIGOUROUX, Maire de la Commune de Ventabren,

Vu *la Loi n° 82-213 en date du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités territoriales, complétée et modifiée par la Loi n° 82-623 en date du 22 Juillet 1982,*
Vu *la Loi n° 83-08 en date du 7 Janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,*
Vu *le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6,*
Vu *le Code de la Route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28,*
Vu *l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'Arrêté Interministériel en date du 6 Novembre 1992,*
Vu *la demande d'autorisation de travaux sur le domaine public présentée le 02/11/2022 par la Société Zig Zag Signalisation, 842 chemin de cabriès, -13410 LAMBESC-, pour des travaux de marquage au sol, sise Route de Berre, Lot le Puits Neuf, Chemin des Méjeans, Place du Marché, chemin du plateau à VENTABREN -13122-,*
Vu *la permission de voirie 058R du 03/02/2022 délivrée par la commune de Ventabren,*
Considérant *qu'il appartient à l'Autorité Municipale de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes circulant sur les voies de la commune.*

ARRÊTE

Article 1 :
Sur la voie mentionnée à l'article 2, les dispositions ci-après pourront être appliquées :

- *Limitation de vitesse à 30 km/h ou 10 km/h,*
- *Alternat réglé par :*
  - *Panneaux B15 et C18 (400véhicules/heure maxi)*
  - *Feux tricolores (800 véhicules/heure maxi)*
- *Interdiction de stationner et de dépasser dans l'emprise du chantier et en approche de celui-ci à tous véhicules*
- *Une déviation sera mise en place en cas de nécessité.*

Article 2 :
Le présent arrêté s'applique sur la route de Berre, au lot le Puits Neuf, chemin des Méjeans, place du Marché, sur le plateau, pour la période courant du 21/11/2022 au 21/12/2022 inclus.
Pour chaque site d'intervention, la ou les dispositions les mieux adaptées parmi celles citées à l'article 1 seront mises en œuvre.
Article 4 :
La signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'Instruction Interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'Arrêté Interministériel du 6 Novembre 1992.
La fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation seront assurées par les soins de l'entreprise ZIG ZAG SIGNALISATION.
Article 5 :
L'entreprise ZIG ZAG SIGNALISATION restera responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux effectués.
Elle sera tenue de réparer immédiatement tous les dommages qu'elle aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances.
Le cas échéant, la remise en état sera exécutée par la Commune aux frais du pétitionnaire.
Article 6 :
Le présent arrêté peut faire l'objet d'une contestation auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois (2 mois) à compter de sa notification ou de sa diffusion. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.
Article 7 :
La Directrice Générale des Services de la Commune de Ventabren, La Police Municipale de la Commune Ventabren, Les Gardes Champêtres de la Commune de Ventabren, Les Services Techniques de la Commune de Ventabren, La Gendarmerie Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Ventabren, le 04/11/2022

Le Maire de Ventabren

MAIRIE DE VENTABREN 13122

Frédéric VIGOUROUX

Formalités de publicité effectuées le 04/11/2022
Exécutoire le 21/11/2022

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

ARRONDISSEMENT D'AIX-EN-PROVENCE

COMMUNE DE VENTABREN

ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 299R

RÉGLEMENTATION PROVISOIRE DE LA CIRCULATION

CHEMIN DES GOURGOULONS

Frédéric VIGOUROUX, Maire de la Commune de Ventabren,

***Vu** la Loi n° 82-213 en date du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités territoriales, complétée et modifiée par la Loi n° 82-623 en date du 22 Juillet 1982,*
***Vu** la Loi n° 83-08 en date du 7 Janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,*
***Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6,*
***Vu** le Code de la Route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28,*
***Vu** l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'Arrêté Interministériel en date du 6 Novembre 1992,*
***Vu** la demande d'autorisation de travaux sur le domaine public présentée le 26/10/2022 par l'entreprise TESTONI, sise 23 Boulevard de la tête noire -13655 ROGNAC-, représentée par Monsieur Christian TESTONI pour la réalisation d'un déplacement de support béton ENEDIS, au 887 chemin des Gourgoulons à Ventabren - 13122-*
***Considérant** qu'il appartient à l'Autorité Municipale de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes circulant sur les voies de la commune.*

ARRÊTE

Article 1 :
Sur la voie mentionnée à l'article 2, les dispositions ci-après pourront être appliquées :

- *Limitation de vitesse à 10 km/h*
- *Alternat réglé par :*
  - *Panneaux B15 et C18 (400véhicules/heure maxi)*
  - *Feux tricolores (800 véhicules/heure maxi)*
- *Interdiction de stationner et de dépasser dans l'emprise du chantier et en approche de celui-ci à tous véhicules*
- *Une déviation sera mise en place en cas de nécessité.*

Article 2 :
Le présent arrêté s'applique sur le chemin des Gourgoulons, au niveau du 887 pour la période courant du 21/11/2022 au 06/01/2023 inclus. Pour chaque site d'intervention, la ou les dispositions les mieux adaptées parmi celles citées à l'article 1 seront mises en œuvre.

Article 3 :
La signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'Instruction Interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'Arrêté Interministériel du 6 Novembre 1992.
La fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation seront assurées par les soins de l'entreprise TESTONI.

Article 4 :
L'entreprise TESTONI restera responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux effectués.
Elle sera tenue de réparer immédiatement tous les dommages qu'elle aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances.
Le cas échéant, la remise en état sera exécutée par la Commune aux frais du pétitionnaire.

Article 5 :
Le présent arrêté peut faire l'objet d'une contestation auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois (2 mois) à compter de sa notification ou de sa diffusion. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Article 6 :
La Directrice Générale des Services de la Commune de Ventabren, La Police Municipale de la Commune Ventabren, Les Gardes Champêtres de la Commune de Ventabren, Les Services Techniques de la Commune de Ventabren, La Gendarmerie Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Ventabren, le 04/11/2022

Frédéric VIGOUROUX
Maire de Ventabren

MAIRIE DE VENTABREN
13122

Formalités de publicité effectuées le 07/11/2022
Exécutoire le 21/11/2022

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

ARRONDISSEMENT D'AIX-EN-PROVENCE
CANTON DE BERRE L'ETANG
COMMUNE DE VENTABREN

ARRÊTÉ DU MAIRE
N°300R

RÉGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
COMMÉMORATION ARMISTICE DU 11 NOVEMBRE 1918

Frédéric VIGOUROUX, Maire de la Commune de Ventabren,

Vu *le Code Général des Collectivités Territoriales, Titre I, article L.2212-1 et suivants,*
Vu *le Code de la Route, Article R417-10,*
Vu *l'organisation de la cérémonie de commémoration de l'Armistice du 11 Novembre 1918 le 11 novembre 2022,*
Vu *le plan Vigipirate,*
Considérant *la nécessité pour raisons de sécurité de réglementer la circulation et le stationnement aux abords immédiat du Monument aux Morts et de la Salle Jean Bourde,*

ARRÊTE

Article 1 :
En raison de la commémoration de l'armistice du 11 Novembre 1918, le stationnement et la circulation de tous véhicules seront interdits sur tous les emplacements des parkings situés autour du Monument aux Morts (Place Morandat) et de la Salle Jean Bourde le vendredi 11 Novembre 2022 de 07h00 à 13h00.

Article 2 :
De 11h00 à 12h00, pendant la cérémonie de commémoration de l'armistice du 11 Novembre 1918, la circulation sera interrompue dans les deux sens dans la Rue du Puits de la Muse, et sur l'avenue Charles de Gaulle entre le Boulevard de Provence et le Chemin du plateau.

Article 3 :
La signalisation concernant le stationnement sera mise en place par les services techniques de la Commune.
La circulation sera réglée par les agents de la Police Municipale de la Commune de Ventabren.

Article 4 :
Le présent arrêté peut faire l'objet d'une contestation auprès du Tribunal Administratif de MARSEILLE dans un délai de 2 mois (deux mois) à compter de sa notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Article 5 :
La Directrice Générale des Services de la Mairie de Ventabren, la Gendarmerie Nationale, la Police Municipale de Ventabren, le Garde Champêtre de Ventabren, les Services Techniques de Ventabren, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

MAIRIE DE VENTABREN 13122

Ventabren, le 07/11/2022
Le Maire de Ventabren
Frédéric VIGOUROUX

Formalités de publicité effectuées le 07/11/2022
Exécutoire le 11/11/2022

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

ARRONDISSEMENT D'AIX-EN-PROVENCE
CANTON DE BERRE L'ETANG
COMMUNE DE VENTABREN

ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 301R

RÉGLEMENTATION PROVISOIRE DE LA CIRCULATION
CHEMIN DES GRANDES TERRES / CHEMIN DES VENCES

Frédéric VIGOUROUX, Maire de la Commune de Ventabren,

***Vu** la Loi n° 82-213 en date du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités territoriales, complétée et modifiée par la Loi n° 82-623 en date du 22 Juillet 1982,*
***Vu** la Loi n° 83-08 en date du 7 Janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,*
***Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6,*
***Vu** le Code de la Route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28,*
***Vu** l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'Arrêté Interministériel en date du 6 Novembre 1992,*
***Vu** la demande d'autorisation de travaux sur le domaine public présentée le 08 novembre 2022 par l'entreprise SOLUTIONS 30 SUD-EST, sise 101 Avenue Louis Roche Bât A à GENNEVILLIERS -92230-, représenté par Monsieur ZUFFO Jonathan, pour le tirage de câbles à fibres optiques,*
***Considérant** qu'il appartient à l'Autorité Municipale de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes circulant sur les voies de la commune,*

ARRÊTE

Article 1 :
Sur les voies mentionnées à l'article 2, les dispositions ci-après pourront être appliquées :

- *Limitation de vitesse à 30 km/h ou à 10 km/h (à titre exceptionnel)*
- *Empiètement sur chaussée*
- *Alternat réglé par :*
  - *Panneaux B15 et C18 (400véhicules/heure maxi)*
  - *Feux tricolores (800 véhicules/heure maxi)*
- *Interdiction de stationner et de dépasser dans l'emprise du chantier et en approche de celui-ci.*

Article 2 :
Le présent arrêté s'applique sur le chemin des Grandes Terres et le chemin des Vences, pour la période courant du 21 novembre 2022 au 31 décembre 2022.
Pour chaque site d'intervention, la ou les dispositions les mieux adaptées parmi celles citées à l'article 1 seront mises en œuvre.

Article 3 :
La signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'Instruction Interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'Arrêté Interministériel du 6 Novembre 1992.
La fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation seront assurées par les soins de l'entreprise SOLUTIONS 30.SUD-EST

Article 4 :
L'entreprise SOLUTIONS 30 SUD-EST restera responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux effectués.
Elle sera tenue de réparer immédiatement tous les dommages qu'elle aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances.
Le cas échéant, la remise en état sera exécutée par la Commune aux frais du pétitionnaire.

Article 5 :
Le présent arrêté peut faire l'objet d'une contestation auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois (2 mois) à compter de sa notification ou de sa diffusion. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Article 6 :
La Directrice Générale des Services de la Commune de Ventabren, La Police Municipale de la Commune Ventabren, Les Gardes Champêtres de la Commune de Ventabren, Les Services Techniques de la Commune de Ventabren, La Gendarmerie Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Ventabren, le 09 novembre 2022

Le Maire de Ventabren

Frédéric VIGOUROUX

MAIRIE DE VENTABREN 13122

Formalités de publicité effectuées le 09 novembre 2022
Exécutoire le 21 novembre 2022

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

ARRONDISSEMENT D'AIX-EN-PROVENCE
Canton de Berre l'Etang

COMMUNE DE VENTABREN

ARRÊTÉ DU MAIRE

N°302R

RÉGLEMENTATION PROVISOIRE DE LA CIRCULATION
CHEMIN DES GRAND BOIS

Frédéric VIGOUROUX, Maire de la Commune de Ventabren,

***Vu** la Loi n° 82-213 en date du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités territoriales, complétée et modifiée par la Loi n° 82-623 en date du 22 Juillet 1982,*
***Vu** la Loi n° 83-08 en date du 7 Janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,*
***Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6,*
***Vu** le Code de la Route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28,*
***Vu** l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'Arrêté Interministériel en date du 6 Novembre 1992,*
***Vu** la demande d'autorisation de travaux sur le domaine public présentée le 09/11/2022 par la Société BRONZO TP, agence de MARIGNANE, sise 16 allées de la Palun -13700 Marignane-, pour des travaux de branchement AEP au n°197 chemin des grands bois – 13122 Ventabren -, pour le compte de Monsieur DELACRUZ.*
***Considérant** qu'il appartient à l'Autorité Municipale de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes circulant sur les voies de la commune.*

ARRÊTE

Article 1 :
Sur la voie mentionnée à l'article 2, les dispositions ci-après pourront être appliquées :

- *Limitation de vitesse à 30 km/h*
- *Alternat réglé par :*
  - *Panneaux B15 et C18 (400véhicules/heure maxi)*
  - *Feux tricolores (800 véhicules/heure maxi)*
- *Interdiction de stationner dans l'emprise du chantier et en approche de celui-ci à tous véhicules.*

Article 2 :
Le présent arrêté s'applique sur le chemin des grands bois pour la période courant du 10/11/2022 au 02/12/2022.
Pour chaque site d'intervention, la ou les dispositions les mieux adaptées parmi celles citées à l'article 1 seront mises en œuvre.

Article 3 :
La signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'Instruction Interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'Arrêté Interministériel du 6 Novembre 1992.
La fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation seront assurées par les soins de l'entreprise BRONZO TP.

Article 4 :
La Société BRONZO TP restera responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux effectués.
Elle sera tenue de réparer immédiatement tous les dommages qu'elle aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances.
Le cas échéant, la remise en état sera exécutée par la Commune aux frais du pétitionnaire.

Article 5 :
Le présent arrêté peut faire l'objet d'une contestation auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois (2 mois) à compter de sa notification ou de sa diffusion. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Article 6 :
La Directrice Générale des Services de la Commune de Ventabren, La Police Municipale de la Commune Ventabren, Les Gardes Champêtres de la Commune de Ventabren, Les Services Techniques de la Commune de Ventabren, La Gendarmerie Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Ventabren, le 09/11/2022

Pour le Maire

Frédéric VIGOUROUX

MAIRIE DE VENTABREN
13122

Formalités de publicité effectuées le 09/11/2022
Exécutoire le 10/11/2022

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE

ARRONDISSEMENT D'AIX EN PROVENCE
Canton de Berre l'Etang

COMMUNE DE VENTABREN

ARRETE DU MAIRE

N° 303R

REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION AU DROIT DES CHANTIERS

Frédéric VIGOUROUX, Maire de la Commune de Ventabren,

***Vu** la Loi n° 82-213 en date du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités territoriales, complétée et modifiée par la Loi n° 82-623 en date du 22 Juillet 1982,*
***Vu** la Loi n° 83-08 en date du 7 Janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,*
***Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6,*
***Vu** le Code de la Route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28,*
***Vu** l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'Arrêté Interministériel en date du 6 Novembre 1992,*
***Vu** les schémas définis dans le manuel du chef de chantier sur la signalisation routière, tome « routes bidirectionnelles »,*
***Considérant** la demande présentée le 08 novembre 2022 par l'entreprise CDA INCENDIE, sise 06 Ter Avenue des Belges à AIX-EN-PROVENCE -13100-, représentée par Monsieur Philippe NICOLAS,*
***Considérant** que pendant les travaux de vérification et contrôle des poteaux et bouches d'incendie sur l'ensemble de la Commune de Ventabren, il convient de réglementer provisoirement la circulation afin de prévenir tout risque d'accident, de faciliter la bonne exécution des travaux et d'assurer un écoulement du trafic.*
***Considérant** que les lieux d'interventions concernent toutes les voies communales et les tronçons de voies départementales situés à l'intérieur du périmètre d'agglomération,*

ARRETE

Article 1 :
A compter de la date de signature du présent arrêté et jusqu'au 31 Décembre 2023 inclus, sur les voies communales, les chemins ruraux et les voies privées ouvertes à la circulation publique situées sur l'ensemble du territoire de la Commune de Ventabren, ainsi que sur les sections en agglomération des routes départementales, et afin de permettre les travaux réalisés par l'entreprise CDA INCENDIE nécessitant une restriction modifiant le comportement des usagers de la route, les dispositions ci-après pourront être appliquées :

- *Limitation de vitesse à 50 km/h ou à 30 km/h (à titre exceptionnel)*
- *Léger empiètement sur chaussée*
- *Alternat réglé par :*
  - *Panneaux B15 et C18 (400véhicules/heure maxi)*
  - *Feux tricolores (800 véhicules/heure maxi)*
- *Interdiction de stationner et de dépasser dans l'emprise du chantier et en approche de celui-ci.*
- *Interdiction de circuler. Une déviation sera alors obligatoirement mise en place.*

Article 2 :
Les travaux sont interdits de nuit, les Samedi, Dimanche et jours fériés.

Article 3 :
La signalisation, pour chacune des dispositions mentionnées à l'article 1, sera conforme aux prescriptions définies par l'Instruction Interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'Arrêté Interministériel du 6 Novembre 1992.
La fourniture, la pose et la maintenance de ces signalisations seront assurées par les soins de l'entreprise CDA INCENDIE et sous son entière responsabilité.

Article 4 :

La chaussée, les accotements, les îlots et les trottoirs seront rendus propres, libres et exempts de tous déchets à la fin du chantier.

Article 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'une contestation auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois (2 mois) à compter de sa notification ou de sa diffusion. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Article 6 :

La Directrice Générale des Services de la Commune de Ventabren, La Police Municipale de la Commune Ventabren, Le Garde Champêtre de la Commune de Ventabren, Les Services Techniques de la Commune de Ventabren, La Gendarmerie Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Ventabren, le 10 novembre 2022

Frédéric VIGOUROUX

MAIRIE DE VENTABREN
13122

Maire de Ventabren

Formalités de publicité effectuées par voie d'affichage le 10 novembre 2022
Exécutoire le 14 novembre 2022

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE

ARRONDISSEMENT D'AIX EN PROVENCE
Canton de Berre l'Etang

COMMUNE DE VENTABREN

ARRETE DU MAIRE

N° 304R

REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ROUTE DE BERRE

Frédéric VIGOUROUX, Maire de la Commune de Ventabren,

***Vu** la Loi n° 82-213 en date du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités territoriales, complétée et modifiée par la Loi n° 82-623 en date du 22 Juillet 1982,*
***Vu** la Loi n° 83-08 en date du 7 Janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,*
***Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6,*
***Vu** le Code de la Route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28,*
***Vu** l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'Arrêté Interministériel en date du 6 Novembre 1992,*
***Vu** la demande d'autorisation de travaux sur le domaine public présentée le 17 Octobre 2022 par l'entreprise SATR, 188 avenue des Alumines 13541 GARDANNE-, représentée par Monsieur Martinez Antonio, pour la mise aux normes des arrêts de bus,*
***Considérant** qu'il appartient à l'Autorité Municipale de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes circulant sur les voies de la commune,*

ARRÊTE

Article 1 :
Sur les voies mentionnées à l'article 2, les dispositions ci-après pourront être appliquées :

- *Limitation de vitesse à 30 km/h*
- *Empiètement sur chaussée*
- *Alternat réglé par :*
  - *Panneaux B15 et C18 (400véhicules/heure maxi)*
  - *Feux tricolores (800 véhicules/heure maxi)*
- *Interdiction de stationner et de dépasser dans l'emprise du chantier et en approche de celui-ci.*

Article 2 :
*Le présent arrêté s'applique sur la route de Berre **à l'intérieur du périmètre d'agglomération**, pour la période courant du 15 Novembre 2022 au 02 Janvier 2023 inclus.*
Pour chaque site d'intervention, la ou les dispositions les mieux adaptées parmi celles citées à l'article 1 seront mises en œuvre.

Article 3 :
La signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'Instruction Interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'Arrêté Interministériel du 6 Novembre 1992.
La fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation seront assurées par les soins de l'entreprise SATR.

Article 4 :
L'entreprise SATR restera responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux effectués.
Elle sera tenue de réparer immédiatement tous les dommages qu'elle aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances.
Le cas échéant, la remise en état sera exécutée par la Commune aux frais du pétitionnaire.

Article 5 :
Le présent arrêté peut faire l'objet d'une contestation auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois (2 mois) à compter de sa notification ou de sa diffusion. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Article 6 :
La Directrice Générale des Services de la Commune de Ventabren, La Police Municipale de la Commune Ventabren, Le Garde Champêtre de la Commune de Ventabren, Les Services Techniques de la Commune de Ventabren, La Gendarmerie Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Ventabren, le 14 Novembre 2022

Frédéric VIGOUROUX

Maire de Ventabren

MAIRIE DE VENTABREN 13122

Formalités de publicité effectuées par voie d'affichage le 15 novembre 2022
Exécutoire le 15 novembre 2022

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

ARRONDISSEMENT D'AIX-EN-PROVENCE
Canton de Berre l'Etang

COMMUNE DE VENTABREN

ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 305R

RÉGLEMENTATION DE LA CIRCULATION
Sur l'ensemble du territoire communal

Frédéric VIGOUROUX, Maire de la Commune de Ventabren,

Vu *la Loi n° 82-213 en date du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités territoriales, complétée et modifiée par la Loi n° 82-623 en date du 22 Juillet 1982,*
Vu *la Loi n° 83-08 en date du 7 Janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,*
Vu *le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6,*
Vu *le Code de la Route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28,*
Vu *l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'Arrêté Interministériel en date du 6 Novembre 1992,*
Considérant *la demande présentée le 14 novembre 2022 par l'entreprise AzurConnect Technologies, représentée par Madame Evelyne GUIDO, sise 28 Avenue Paul Cézanne à CARNOUX EN PROVENCE -13470-, en charge du déploiement de la fibre (tirages et raccordements clients) pour le compte de XP FIBRE, 389 Avenue du Club Hippique à AIX EN PROVENCE -13097-,*
Considérant *qu'il appartient à l'Autorité Municipale de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes circulant sur les voies de la commune,*

ARRÊTE

Article 1 :
Sur la voie mentionnée à l'article 2, les dispositions ci-après pourront être appliquées :

- *Limitation de vitesse à 30 km/h*
- *Alternat réglé par :*
  - *Panneaux B15 et C18 (400véhicules/heure maxi)*
  - *Feux tricolores (800 véhicules/heure maxi)*
- *Interdiction de stationner dans l'emprise du chantier et en approche de celui-ci à tous véhicules.*

Article 2 :
Le présent arrêté s'applique sur l'ensemble du territoire de la commune pour la période courant du 01/01/2023 au 31/12/2023.
Pour chaque site d'intervention, la ou les dispositions les mieux adaptées parmi celles citées à l'article 1 seront mises en œuvre.

Article 3 :
La signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'Instruction Interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'Arrêté Interministériel du 6 Novembre 1992.
La fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation seront assurées par les soins de l'entreprise AZURCONNECT TECHNOLOGIES.

Article 4 :
Le présent arrêté peut faire l'objet d'une contestation auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois (2 mois) à compter de sa notification ou de sa diffusion. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

La Directrice Générale des Services de la Commune de Ventabren, La Police Municipale de la Commune Ventabren, Les Gardes Champêtres de la Commune de Ventabren, Les Services Techniques de la Commune de Ventabren, La Gendarmerie Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Ventabren, le 14 novembre 2022

Frédéric VIGOUROUX



Maire de Ventabren

Formalités de publicité effectuées 14/11/2022
Exécutoire le 1er janvier 2023

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

ARRONDISSEMENT D'AIX-EN-PROVENCE

CANTON DE BERRE L'ETANG

COMMUNE DE VENTABREN

ARRÊTÉ DU MAIRE
N° 306R

PERMISSION DE TRAVAUX SUR LA VOIRIE PUBLIQUE
CHEMIN DE ROQUETRAOUCADE

Frédéric VIGOUROUX, Maire de la Commune de Ventabren,

VU la demande par mail en date du **15 Novembre 2022,** par laquelle GROUPE CIRCET, demeurant ZA St Louis Allée de la Sarriette 84250 LE THOR, **Chargé de production Mme Elyse PASCAL, CIRCET J1 UI PRM zone MP Marseille Provence 93 Rue Félix PYAT 13331 MARSEILLE** Référence : 981069 demande l'autorisation pour la réalisation de travaux sur le domaine public routier : **CHEMIN DE ROQUETRAOUCADE - 13122 Ventabren , cadastrée section AZ.**

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales complétée et modifiée par la Loi, n° 82623 en date du 22 Juillet 1982.

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213.6.

VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment les articles L2122-1 à L2122-4 et L3111.1,

VU le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants,

VU le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L115-1, L141-10, L141-11 et L141-12,

VU L'état des lieux

ARRÊTE

Article 1 – Autorisation

CIRCET est autorisée à occuper le domaine public routier et à y exécuter les travaux énoncés dans sa demande à savoir : Autorisation valable

du 15/11/2022 au 15/03/2023 Soit pour 4 Mois,

Au moins huit jours avant le commencement des travaux, le bénéficiaire soumettra, ou au coordinateur de travaux, la date de commencement des travaux (par mail): Monsieur Meric Merlin m.merlin@mairie-ventabren.fr

Projet :	PLANTATION D'1 POTEAU
Nature des Travaux	AMELIORATION DESSERTE DES RESEAUX
Dossier :	Référence 981069
Lieu :	CHEMIN DE ROQUETRAOUCADE

Indications particulières à vos travaux : **CIRCET** devra obtenir les servitudes de passages et de tréfonds avant le commencement des travaux. Consulter les Conditions particulières dues au fait que l'alimentation et le raccordement du projet traversent des propriétés privées.

Sous réserve du bornage, de l'implantation des futurs compteurs ou poteaux, avec avis sur validation de l'implantation par les services techniques de la Commune de Ventabren. Un Arrêté d'Alignement afin de connaître les servitudes pouvant frapper le chemin, et à régulariser avant tous travaux d'implantation par CIRCET, ainsi que l'existence d'une cession gratuite.

Le chemin est concerné par un Emplacement Réservé Communal numéro V 21 CHEMIN DE ROQUE TRAOUCADE EMPRISE VOIRIE 8 METRES (4 mètres de chaque côté de l'axe de la voirie) pour aménagement de voirie.

L'Implantations de tous les équipements de **CIRCET**, pose de niche, coffret, regard, clôture, tabourets, compteur, borne, poteau, sarcophage, sont à installer, en dehors des voiries publiques communales, comme indiqué au Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Ventabren, si nécessaire consulter la convention de cession gratuite de terrain établie par la Mairie.

Dans le cas où des implantations seraient situées dans le périmètre de la voirie publique communale, en aucun cas la Mairie ne supportera le coût du déplacement de toutes ces installations. -Il reviendra à **CIRCET** de trouver un accord, consécutif aux frais financiers, pour le déplacement de toutes les installations construites sur la voirie publique Communale.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 306R

Dans le cas où, après travaux, la remise en état de la voirie et des écoulements du réseau pluvial, ne seraient pas respectés, en aucun cas la Mairie ne supportera le coût des travaux qui seraient nécessaires pour remettre la voirie publique en état ou le réseau pluvial en état.

CIRCET pour ses travaux devra garantir l'écoulement des eaux pluviales vers les ouvrages publics récepteurs et ne pas faire obstacle au libre écoulement des eaux de ruissellement, conformément aux dispositions du Code Civil.

En l'absence de réseau d'eaux pluviales, **CIRCET** devra réaliser à sa charge exclusive des dispositifs appropriés et proportionnés permettant de maîtriser les débits d'eaux de ruissellement générés par ces aménagements routiers.

Un dispositif de rétention des eaux pluviales sera conçu et adapté par CIRCET, qui devra justifier de la conception et du dimensionnement de l'ouvrage.

- **CIRCET** devra respecter les préconisations de direction de l'Eau, de d'Assainissement, et du Pluvial (DEAP) de la Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP), Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Les travaux effectués par CIRCET, ne devront pas créer un écoulement supplémentaire des eaux pluviales ,ni sur les fonds voisins , ni sur le domaine public ;

Lien pour consulter le plan et la liste des Emplacements Réservés à Ventabren

www.ventabren.fr /pratique /urbanisme /Plan Local d'Urbanisme approuvé le 11.12.2017 exécutoire à partir du 19.01/2018 /4.1 Règlement Graphique Plan /4.1.7 Liste emplacement réservés

Lors des travaux , CIRCET doit prévoir , si nécessaire,

- de reprendre correctement et proprement les enrobés de raccord avec la chaussée existante.

- de refaire la réfection solide et de largeur appropriée de la chaussée à l'identique et ce après les travaux

- de reprendre à l'identique tous les accotements.

- de terminer les bords de rives sur le Domaine Public accédant à la propriété.

- de laisser les trottoirs et la chaussée à l'identique après travaux et en bon état.

- Refaire la signalisation du marquage au sol

- A la fin des travaux laisser en bon état d'utilisation, pour les piétons et les véhicules, la chaussée, les trottoirs et les accotements.

La société chargée des travaux et missionnée par CIRCET devra déposer aux services de la Police Municipale policemunicipale@mairie-ventabren.fr 04 42 28 89 97 **15 jours avant la date prévisionnelle des travaux, une demande d'arrêté de police de la circulation et du stationnement (cerfa 14024*01).**

Cette Société devra informer les Services Techniques Monsieur Meric MERLIN m.merlin@mairie-ventabren.fr au moins huit jours, avant la date prévue du démarrage des travaux, afin de permettre un rendez-vous sur les lieux pour contrôle du chantier, et état de la voirie avant et après travaux, ainsi que de permettre la libre circulation des personnes et des véhicules des riverains concernés. La chaussée sera rendue propre et libre à la circulation après 18 heures.

Article 2 - Prescriptions techniques particulières

A REVOIR AVANT TRAVAUX LES DIMENSIONS SUIVANT L'ALIGEMENT de la chaussée

Réalisation de tranchée sous chaussée : Le découpage des chaussées devra être exécuté à la scie à disque, à la bêche mécanique, à la roue tronçonneuse ou à la lame vibrante ou, en cas de tranchées étroites, à la trancheuse ou par tout autre matériel performant. Les tranchées transversales, lorsque le fonçage n'est pas obligatoire, seront réalisées par demi – chaussée

Au moins huit jours avant le commencement des travaux, **CIRCET** soumettra au service technique Monsieur Meric MERLIN m.merlin@mairie-ventabren.fr , les résultats de l'étude qu'il aura effectuée sur le matériau qu'il compte utiliser en remblai et la composition de l'atelier de compactage et sa capacité de travail avec le matériau à mettre en œuvre (désignation précise du matériel, des coefficients de rendement, des épaisseurs de couches, du nombre de passe par couche et de la vitesse de translation, volume maximal à mettre en œuvre en un temps déterminé), étude qui s'imposera à lui. Un grillage avertisseur sera mis en place à environ 0,30 mètre au-dessus de la canalisation.

Les déblais de chantier non utilisés provenant des travaux seront évacués et transportés en décharge autorisée à recevoir les matériaux extraits par les soins du bénéficiaire de la présente autorisation ou de l'entreprise chargée d'exécuter les travaux.

Si le marquage horizontal en rives ou en axe est endommagé, il devra être reconstitué à l'identique, réalisation de tranchée sous accotement et/ou sous trottoir - Observations sur l'implantation du projet :

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE **N° 306R**

Le pétitionnaire est informé qu'il doit se renseigner en mairie technique Mr Meric MERLIN m.merlin@mairie-ventabren.fr pour connaître l'existence d'ouvrages à proximité de son projet. Les opérations de piquetage des travaux avec l'entreprise devront recevoir obligatoirement l'agrément du représentant de la commune.

La tranchée sera réalisée à une distance minimale du bord de la chaussée au moins égale à sa profondeur. S'il s'agit d'une tranchée sous trottoir, la génératrice supérieure de la conduite sera placée à 0,80 mètre au minimum au-dessous du niveau supérieur du trottoir. Les tranchées seront réalisées notamment à la trancheuse ou par tout matériel performant. Un grillage avertisseur sera mis en place à environ 0,30 mètre au-dessus de la canalisation.

Le remblayage de la tranchée ainsi réalisée sera effectué. Il sera réalisé dans les mêmes conditions que pour les chaussées toutes les fois que la distance entre le bord de la chaussée et le bord de la tranchée sera, en accord avec le signataire, inférieure à la profondeur de la tranchée. Les déblais de chantier non utilisés provenant des travaux seront évacués et transportés en décharge autorisée à recevoir les matériaux extraits par les soins du bénéficiaire de la présente autorisation ou de l'entreprise chargée d'exécuter les travaux.

Article 3 - Sécurité et signalisation de chantier

L'entreprise chargée des travaux et missionnée par la **CIRCET- devra signaler son chantier conformément à l'arrêté de police de la circulation et du stationnement à demander à** policemunicipale@mairie-ventabren.fr **04 42 28 89 97** pris dans le cadre de la présente autorisation en application des dispositions du Code de la route et de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, modifié et de l'instruction sur la signalisation routière prise pour son application.

Article 4 - Implantation ouverture de chantier et récolement

La date d'ouverture et d'achèvement du chantier sera précisée par l'entreprise chargée des travaux et missionnée par la **CIRCET** - m.merlin@mairie-ventabren.fr la réalisation effective des travaux autorisés ne pourra excéder une durée de 07 jours sauf entente préalable, La conformité des travaux sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier, contacter les services techniques : M Meric MERLIN m.merlin@mairie-ventabren.fr

Article 5 – Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Marseille, dans un délai de deux mois (2mois) à compter de sa notification ou de sa diffusion. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application « telerecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 7

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi 96-142 du 21/02/1996 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.

Article 8 - Publication et affichage

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de VENTABREN

Article 9

La Directrice Générale des Services de la Commune de Ventabren, La Police Municipale de la Commune de Ventabren, les Services Techniques de la Commune de Ventabren, la Gendarmerie Nationale d'Eguilles, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Ventabren, **le 15 Novembre 2022**

Frédéric VIGOUROUX

Maire de Ventabren

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

ARRONDISSEMENT D'AIX-EN-PROVENCE

COMMUNE DE VENTABREN

ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 307R

FETE DES LUMIERES
RÉGLEMENTATION DE LA CIRCULATION

Frédéric VIGOUROUX, Maire de la Commune de Ventabren,

***Vu** l'article **L 2212.1** et suivants titre 1 du Code Général des Collectivités Territoriales,*
***Vu** les articles **R 412-28, R 417-10** et **R 417-11** du Code de la Route,*
***Vu** l'organisation des festivités à l'occasion de la fête des lumières le vendredi 25 novembre 2022 sur la place de l'église de Ventabren,*
***Considérant** qu'il appartient à l'Autorité Municipale de prendre toutes les mesures nécessaires pour veiller à la sécurité des personnes et à la bonne circulation durant les festivités.*

ARRÊTE

Article 1 :
Le Vendredi 25 Novembre 2022 de 18h00 à 20h00 la circulation de tout véhicule sera interdit sur le Boulevard de Provence ainsi que les accès qui mènent au vieux village de Ventabren.

Article 2° :
Les véhicules stationnés sur le secteur auront la possibilité de quitté le site à l'aide des indications et des instructions données par les agents de Police municipaux sur place. Aucun véhicule de tout nature ne pourra emprunter le Boulevard de Provence à l'exception des véhicules de secours, des services municipaux.

Article 3 :
Le présent arrêté prendra effet des la mise en place de la signalisation réglementaire par les services municipaux et prendra fin lorsque le dispositif sera levé, heure à laquelle les conditions normales de circulation seront rétablies.

Article 4:
Le présent arrêté peut faire l'objet d'une contestation auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois (2 mois) à compter de sa notification ou de sa diffusion. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Article 5 :
La Directrice Générale des Services, la Police Municipale, le Garde-Champêtre, la Gendarmerie Nationale, les Services Techniques de la commune sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Ventabren, le 16/11/2022

MAIRIE DE VENTABREN 13122

Frédéric VIGOUROUX

Maire de Ventabren

Formalités de publicité effectuées le 18-11-2022
Exécutoire le 25-11-2022

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

ARRONDISSEMENT D'AIX-EN-PROVENCE
Canton de Berre l'Etang
COMMUNE DE VENTABREN

ARRÊTÉ DU MAIRE

N°308R

RÉGLEMENTATION PROVISOIRE DE LA CIRCULATION
ROUTE DE BERRE

Frédéric VIGOUROUX, Maire de la Commune de Ventabren,

Vu *la Loi n° 82-213 en date du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités territoriales, complétée et modifiée par la Loi n° 82-623 en date du 22 Juillet 1982,*
Vu *la Loi n° 83-08 en date du 7 Janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,*
Vu *le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6,*
Vu *le Code de la Route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28,*
Vu *l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'Arrêté Interministériel en date du 6 Novembre 1992,*
Vu *la demande d'autorisation de travaux sur le domaine public présentée le 16/11/2022 par la Société SOBECA, sise 745 Rue Georges Claude ZI les Milles -13852 Aix-En-Provence-, représenté par Monsieur BOURRAS Maxime, pour le compte d'ENEDIS, sis 445 rue André Ampère 13290 Aix-en-Provence, pour des travaux de raccordement individuel et collectif avec aménagement réseau électrique au 6195 route de Berre.*
Considérant *qu'il appartient à l'Autorité Municipale de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes circulant sur les voies de la commune.*

ARRÊTE

Article 1 :
Sur la voie mentionnée à l'article 2, les dispositions ci-après pourront être appliquées :

- *Limitation de vitesse à 30 km/h*
- *Alternat réglé par :*
  - *Panneaux B15 et C18 (400véhicules/heure maxi)*
  - *Feux tricolores (800 véhicules/heure maxi)*
- *Interdiction de stationner et de dépasser dans l'emprise du chantier et en approche de celui-ci à tous véhicules*
- *Une déviation sera mise en place en cas de nécessité.*

Article 2 :
Le présent arrêté s'applique sur la route de Berre, pour la période courant du 29/11/2022 au 06/12/2022 inclus.
Pour chaque site d'intervention, la ou les dispositions les mieux adaptées parmi celles citées à l'article 1 seront mises en œuvre.
Article 4 :
La signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'Instruction Interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'Arrêté Interministériel du 6 Novembre 1992.
La fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation seront assurées par les soins de l'entreprise SOBECA.
Article 5 :
La Société SOBECA restera responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux effectués.
Elle sera tenue de réparer immédiatement tous les dommages qu'elle aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances.
Le cas échéant, la remise en état sera exécutée par la Commune aux frais du pétitionnaire.
Article 6 :
Le présent arrêté peut faire l'objet d'une contestation auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois (2 mois) à compter de sa notification ou de sa diffusion. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.
Article 7 :
La Directrice Générale des Services de la Commune de Ventabren, La Police Municipale de la Commune Ventabren, Les Gardes Champêtres de la Commune de Ventabren, Les Services Techniques de la Commune de Ventabren, La Gendarmerie Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Ventabren, le 17/11/2022

Le Maire de Ventabren

MAIRIE DE VENTABREN
13122

Frédéric VIGOUROUX

Formalités de publicité effectuées le 17/11/2022
Exécutoire le 29/11/2022

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE

ARRONDISSEMENT D'AIX EN PROVENCE

CANTON DE BERRE L'ETANG

COMMUNE DE VENTABREN

ARRETE DU MAIRE

N°309 R

REGLEMENTATION DE L'EXPLOITATION D'UN COMMERCE NON SEDENTAIRE PLACE DU MARCHE

Frédéric VIGOUROUX, Maire de la Commune de Ventabren,

Vu *Le Code Général de Collectivités Territoriales,*
Vu *Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,*
Vu *Le Code Pénal et notamment l'article R610-5,*
Vu *la Délibération du Conseil Municipal n° 61 en date du 06 Octobre 2022 fixant les tarifs communaux des services publics,*
Vu *la demande formulée par Madame Coraline GIEULLES,*
Considérant *que pour des raisons de tranquillité, de sécurité et de salubrité publique, il est nécessaire de réglementer le stationnement des véhicules servant à l'exercice de la profession de commerçant non sédentaire,*

ARRETE

Article 1er :
Les activités commerciales de :

- *Vente d'œufs frais*
- *Rôtisserie*

De Madame Coraline GIEULLES, demeurant 2491 Chemin de Saint Eloi à LA FARE LES OLIVIERS -13580-, s'exerceront sur la Place du Marché, les Samedis, Dimanches et jours fériés de 08 heures à 14 heures.

Article 2 :
Pour exercer son activité, Madame Coraline GIEULLES est autorisée à mettre en place sur la Place du Marché, à l'emplacement désigné par l'autorité municipale, un véhicule magasin. Ce véhicule doit être en état de marche, capable de se déplacer et en règle conformément à la règlementation en vigueur.

Article 3 :
Conformément à la délibération du Conseil Municipal en date du 06 Octobre 2022, à compter du 1er novembre 2022, Madame Coraline GIEULLES s'acquittera d'une redevance mensuelle, lissée, de 66.56 €uros (Soixante-six Euros et cinquante-six centimes) payable d'avance par titre de recette directement auprès du Trésorier Percepteur de BERRE L'ETANG.

Article4 :
Il est interdit au titulaire des emplacements d'y exercer un commerce autre que celui pour lequel il a obtenu l'autorisation.

Article 5 :
Les emplacements ne pourront être occupés que par la personne titulaire de l'autorisation.

Article 6 :

L'attribution habituelle des emplacements ne pourra être pour le titulaire une source de profit par revente ou location.

Article 7 *:*
Il est interdit de modifier l'aménagement des emplacements

Article 8 *:*
Si, par suite de travaux, Madame Coraline GIEULLES se trouvait momentanément privée de son emplacement, elle sera, dans la mesure du possible, pourvue d'un autre emplacement.
Elle ne pourra en aucun cas prétendre à une indemnité.

Article 9 *:*
Compte tenu de l'activité exercée par Madame Coraline GIEULLES, l'emplacement occupé devra être tenu propre.

Article 10 *:*
L'emplacement pourra être libéré sur simple demande écrite de monsieur le Maire, après notification d'un préavis de 30 jours.

Article 11 :
Le présent arrêté vaut permission de voirie à compter du 1er novembre 2022, valable pour la durée de un (1) an renouvelable par tacite reconduction sauf dénonciation écrite formulée par l'une des parties deux (2) mois avant la date anniversaire.

Article 12 *:*
En cas de non observation de la réglementation, le non-respect du présent arrêté ou pour des raisons de sécurité ou de salubrité publique, l'autorisation pourra être annulée de plein droit et sans préavis.

Article 13 *:*
Le présent arrêté peut faire l'objet d'une contestation auprès du tribunal administratif de Marseille dans un délai de 2 mois (deux mois), à compter de sa notification.

Article 14 *:*
La Directrice Générale des services, la Police Municipale, les Gardes Champêtres, la Brigade de Gendarmerie d'Eguilles, les Services techniques de la Commune, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Ventabren, le 17 Octobre 2022

Frédéric VIGOUROUX

MAIRIE DE VENTABREN

Maire de Ventabren

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE

ARRONDISSEMENT D'AIX EN PROVENCE

CANTON DE BERRE L'ETANG

COMMUNE DE VENTABREN

ARRETE DU MAIRE

N°310 R

REGLEMENTATION DE L'EXPLOITATION D'UN COMMERCE NON SEDENTAIRE PLACE DU MARCHE

Frédéric VIGOUROUX, Maire de la Commune de Ventabren,

Vu *les articles L.2212.2, L.2212-5, L.2213-1 et L.2213-6 du Code Général des Collectivités Territoriales,*
Vu *le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,*
Vu *l'article R 610-5 du Code Pénal,*
Vu *la Délibération du conseil municipal n° 61 du 06 Octobre 2022 fixant les tarifs d'occupation du domaine public,*
Vu *la demande formulée par Madame Sophie MARIN, demeurant 1664 Chemin de Cassade à VENTABREN -13122-,*
Considérant *que pour raisons de tranquillité, de sécurité et de salubrité publique, il est nécessaire de réglementer l'exercice de la profession de commerçant non sédentaire,*

ARRETE

Article 1°:
Madame Sophie MARIN, demeurant 1664 Chemin de Cassade à VENTABREN -13122-, est autorisée à exercer une activité commerciale de restauration rapide à emporter ou à consommer sur place, à l'enseigne « Les Délices et Saveurs de Sophie », sur la Place du Marché à VENTABREN, du mardi au vendredi de 17 heures à 23 heures et les samedis de 08 heures30 à 14 heures 30.

Article 2:
Pour exercer son activité commerciale, Madame Sophie MARIN est autorisée à mettre en place, sur la Place du Marché, à l'emplacement de gauche sur la place de borne de recharge électrique, à l'emplacement désigné par l'autorité municipale, un camion magasin. Ce véhicule doit être en état de marche, capable de se déplacer et en règle conformément à la règlementation en vigueur.

Article 3 :
Conformément à la délibération du Conseil Municipal n° 61 du 06 Octobre 2022, à compter du 1er Novembre 2022 Madame Sophie MARIN s'acquittera d'une redevance mensuelle, lissée, de 248.04 € (Deux quarante-huit Euros et zéro quatre centimes) payable d'avance par titre de recette.

Article 4 :
Il est interdit au titulaire de l'emplacement d'y exercer un commerce autre que celui pour lequel il a obtenu l'autorisation.

Article 5 :
L'emplacement ne pourra être occupé que par la personne titulaire de l'autorisation.

Article 6 :
L'attribution de l'emplacement ne pourra être pour le titulaire une source de profit par revente ou location.

Article 7 :
Si, Madame Sophie MARIN se trouvait momentanément privée de son emplacement, elle sera, dans la mesure du possible, pourvue d'un autre emplacement.
Elle ne pourra en aucun cas prétendre à une indemnité.

Article 8 :
Compte tenu de l'activité exercée par Madame Sophie MARIN, l'emplacement occupé et ses abords devront être tenus propres, et les poubelles vidées en fin de service.
Les tables et billots servant au découpage ou à la préparation des articles de vente seront placés de façon à ce que ces travaux soient effectués à la vue de l'acheteur, sans obstacle ni écran.

Article 9 :
L'exploitation de ce commerce non sédentaire se fera dans le respect des règles administratives et sanitaires régissant ce type d'activité.

Article 10 :
L'emplacement pourra être libéré sur simple demande écrite soit du fait de Monsieur le Maire, soit du fait du bénéficiaire de l'emplacement, après notification d'un préavis de 45 jours.

Article 11 :
Le présent arrêté vaut permission de voierie à compter du 24 janvier 2022, valable pour une durée de un (1) an renouvelable par tacite reconduction sauf dénonciation écrite formulée par l'une des parties deux (2) mois avant la date anniversaire.

Article12 :
En cas de non observation de la réglementation, du non-respect du présent arrêté ou pour des raisons de sécurité ou de salubrité publique, l'autorisation pourra être annulée de plein droit et sans préavis.

Article 13 :
Le présent arrêté peut faire l'objet d'une contestation auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois (2 mois) à compter de sa notification ou de sa diffusion. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Article 14 :
La Directrice Générale des Services, la Police Municipale, les Gardes Champêtres, la Gendarmerie Nationale, les Services Techniques de la Commune de Ventabren, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Ventabren, le 17 octobre 2022

Frédéric VIGOUROUX

MAIRIE DE VENTABREN
13122

Maire de Ventabren

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE

ARRONDISSEMENT D'AIX EN PROVENCE

CANTON DE BERRE L'ETANG

COMMUNE DE VENTABREN

ARRETE DU MAIRE

N°311R

REGLEMENTATION DE L'EXPLOITATION D'UN COMMERCE NON SEDENTAIRE -PLACE DU MARCHE-

Frédéric VIGOUROUX, Maire de la Commune de Ventabren,

Vu *le Code Général des Collectivités Territoriales,*
Vu *le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,*
Vu *l'article R 610-5 du Code Pénal,*
Vu *la Délibération du conseil municipal n° 61 du 06 Octobre 2022 fixant les tarifs d'occupation du domaine public,*
Vu *la demande formulée par Madame Cécile SOUBIN, demeurant 512 Chemin des Bosques à VENTABREN -13122-,*
Considérant *que pour raisons de tranquillité, de sécurité et de salubrité publique, il est nécessaire de réglementer l'exercice de la profession de commerçant non sédentaire,*

ARRETE

Article 1°:
Madame Cécile SOUBIN gérant de la SARL ELLE et LUI, est autorisée à exercer son activité commerciale de VENTE DE PIZZAS à emporter, sur la Place du Marché à VENTABREN, à l'emplacement qui lui aura été indiqué par les services municipaux, du Lundi au Dimanche de 17h à 23h.

Article 2 :
Conformément à la délibération du Conseil Municipal n°61 du 06 Octobre 2022, madame SOUBIN s'acquittera à partir du 1er novembre 2022 d'une redevance mensuelle, lissée, de 260.88€ (Deux Cents Soixante Euros et quatre-vingt-huit centimes) payable d'avance par titre de recette.

Article 3 :
Il est interdit au titulaire de l'emplacement d'y exercer un commerce autre que celui pour lequel il a obtenu l'autorisation.

Article 4 :
L'emplacement ne pourra être occupé que par la personne titulaire de l'autorisation.

Article 5 :
L'attribution de l'emplacement ne pourra être pour le titulaire une source de profit par revente ou location.

Article 6 :
Si, par suite de travaux, Madame Cécile SOUBIN se trouvait momentanément privée de son emplacement, elle sera, dans la mesure du possible, pourvue d'un autre emplacement.
Elle ne pourra en aucun cas prétendre à une indemnité.

Article 7 :
Compte tenu de l'activité exercée par Madame Cécile SOUBIN, l'emplacement occupé et ses abords devront être tenus propres, et les poubelles vidées en fin de service.
Les tables et billots servant au découpage ou à la préparation des articles de vente seront placés de façon à ce que ces travaux soient effectués à la vue de l'acheteur, sans obstacle ni écran.

Article 8 :
L'exploitation de ce commerce non sédentaire se fera dans le respect des règles administratives et sanitaires régissant ce type d'activité.

Article 9 :
Le véhicule servant à l'exploitation du commerce devra être en état de marche, capable de se déplacer et être en règle conformément à la règlementation en vigueur.

Article 10 :
L'emplacement pourra être libéré sur simple demande écrite soit du fait de Monsieur le Maire, soit du fait du bénéficiaire de l'emplacement, après notification d'un préavis de 45 jours.

Article 11 :
Le présent arrêté vaut permission de voirie à compter du 1er novembre 2022, valable pour la durée de un (1) an renouvelable par tacite reconduction sauf dénonciation écrite formulée par l'une des parties deux (2) mois avant la date anniversaire.

Article12 :
En cas de non observation de la réglementation, du non-respect du présent arrêté ou pour des raisons de sécurité ou de salubrité publique, l'autorisation pourra être annulée de plein droit et sans préavis.

Article 13 :
Le présent arrêté peut faire l'objet d'une contestation auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois (2 mois) à compter de sa notification ou de sa diffusion.

Article 14 :
La Directrice Générale des services, la Police Municipale, les Gardes Champêtres, la Gendarmerie Nationale, les Services Techniques de la Commune, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Ventabren, le 17 octobre 2022

Frédéric VIGOUROUX



Maire de Ventabren

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENTDESBOUCHES DU RHONE

ARRONDISSEMENT D'AIX EN PROVENCE

CANTON DE BERRE L'ETANG

COMMUNE DE VENTABREN

ARRETE DU MAIRE

N°312R

REGLEMENTATION DE L'EXPLOITATION D'UN COMMERCE NON SEDENTAIRE PLACE DU MARCHE

Frédéric VIGOUROUX, Maire de la Commune de Ventabren,

***Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,*
***Vu** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,*
***Vu** l'article R 610-5 du Code Pénal,*
***Vu** la Délibération du Conseil Municipal n°61 en date du 10 Octobre 2022, fixant les tarifs d'occupation du domaine public,*
***Vu** la demande formulée par Messieurs Eric et Enzo DAVO, demeurant tous deux 03 Chemin de Boule à COUDOUX -13111-, Gérants de la Sarl E2D dont le siège social est sis 07 Rue Agathe à EGUILLES -13510-*
***Considérant** que pour raisons de tranquillité, de sécurité et de salubrité publique, il est nécessaire de réglementer l'exercice de la profession de commerçant non sédentaire,*

A R R E T E

Article 1 :
La Sarl E2D, sise 07 Rue Agathe à EGUILLES -13510-, est autorisée à exercer une activité commerciale de vente de coquillages et crustacés à emporter sur la Place du Marché à VENTABREN, du Lundi au Samedi de 07 heures à 21 heures et le Dimanche de 08 heures30 à 14 heures 30 pour les mois de Janvier, Février, Mars, Avril, Mai, Septembre, Octobre, Novembre, Décembre.

Article 2 :
Pour exercer son activité commerciale, la Sarl E2D est autorisée à mettre en place, au Nord de l'Ancienne cave coopérative, à l'emplacement désigné par l'autorité municipale, un kiosque de vente (chalet en bois) fixe tel que présenté dans la notice fournie avec la demande d'autorisation d'installation.

Article 3 :
Conformément à la délibération du Conseil Municipal n° 61 du 10 Octobre 2022, à compter du 1er Novembre 2022, la Sarl E2D s'acquittera d'une redevance mensuelle, lissée, de 439.00 euros (Quatre Cent trente-neuf Euros) payable d'avance par titre de recette.

Article 4 :
Il est interdit au titulaire de l'emplacement d'y exercer un commerce autre que celui pour lequel il a obtenu l'autorisation.

Article 5 :
L'emplacement ne pourra être occupé que par la personne titulaire de l'autorisation.

Article 6 :
L'attribution de l'emplacement ne pourra être pour le titulaire une source de profit par revente ou location.

Article 7 :
Si, par suite de travaux, la Sarl E2D se trouvait momentanément privé de son emplacement, il sera, dans la mesure du possible, pourvu d'un autre emplacement.
Il ne pourra en aucun cas prétendre à une indemnité.

Article 8 :
Compte tenu de l'activité exercée par la Sarl E2D, l'emplacement occupé et ses abords devront être tenus propres, et les poubelles vidées en fin de service.
Les tables et billots servant au découpage ou à la préparation des articles de vente seront placés de façon à ce que ces travaux soient effectués à la vue de l'acheteur, sans obstacle ni écran.

Article 9 :
L'exploitation de ce commerce non sédentaire se fera dans le respect des règles administratives et sanitaires régissant ce type d'activité.

Article 10 :
L'emplacement pourra être libéré sur simple demande écrite soit du fait de Monsieur le Maire, soit du fait du bénéficiaire de l'emplacement, après notification d'un préavis de 45 jours.

Article 11 :
Le présent arrêté vaut permission de voirie à compter du 1er novembre 2022 valable pour une durée de un (1) an renouvelable par tacite reconduction sauf dénonciation écrite formulée par l'une des parties deux (2) mois avant la date anniversaire..

Article12 :
En cas de non observation de la réglementation, du non-respect du présent arrêté ou pour des raisons de sécurité ou de salubrité publique, l'autorisation pourra être annulée de plein droit et sans préavis.

Article 13 :
Le présent arrêté peut faire l'objet d'une contestation auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois (2 mois) à compter de sa notification ou de sa diffusion.

Article 14 :
La Directrice Générale des services, la Police Municipale, les Gardes Champêtres, la Gendarmerie Nationale, les Services techniques de la Commune, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Ventabren, le 17 octobre2022

Frédéric VIGOUROUX

MAIRIE DE VENTABREN

Maire de Ventabren

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE

ARRONDISSEMENT D'AIX EN PROVENCE

CANTON DE BERRE L'ETANG

COMMUNE DE VENTABREN

ARRETE DU MAIRE

N°313 R

ARRETE PORTANT COMMISSIONNEMENT
POUR CONSTATER LES INFRACTIONS EN MATIERE D'URBANISME
Damien RASTOLL

Frédéric VIGOUROUX, Maire de la Commune de Ventabren,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de la Sécurité Intérieure,
Vu la Loi 83-634 du 13 Juillet 1983 modifiée portant droite et obligations des fonctionnaires,
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.480-1 et suivants,
Considérant qu'il convient de gérer au mieux le patrimoine foncier communal et son environnement,

ARRETE

Article 1 :
Monsieur Damien RASTOLL Agent de Surveillance de la Voie Publique, attaché au service de la Police Municipale, est spécialement désignée pour rechercher et constater sur le territoire de la Commune de Ventabren les infractions aux règles d'urbanisme, et est notamment habilité à dresser les procédures prévues par les articles L.480-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Article 2 :
En application du Code de l'Urbanisme, Monsieur Damien RASTOLL devra être porteur du présent arrêté de commissionnement lors de l'accomplissement de ses fonctions.

Article 3 :
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de MARSEILLE dans un délai de deux mois (2 mois) à compter de sa notification ou diffusion. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Article 4 :
La Directrice Générale des Services de la Commune de Ventabren est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Ventabren, le 17 Novembre 2022

Frédéric VIGOUROUX



Maire de Ventabren

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

ARRONDISSEMENT D'AIX-EN-PROVENCE
Canton de Berre l'Etang

COMMUNE DE VENTABREN

ARRÊTÉ DU MAIRE

N°314R

RÉGLEMENTATION PROVISOIRE DE LA CIRCULATION
CHEMIN DE CHATEAU BLANC

Frédéric VIGOUROUX, Maire de la Commune de Ventabren,

Vu *la Loi n° 82-213 en date du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités territoriales, complétée et modifiée par la Loi n° 82-623 en date du 22 Juillet 1982,*
Vu *la Loi n° 83-08 en date du 7 Janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,*
Vu *le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6,*
Vu *le Code de la Route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28,*
Vu *l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'Arrêté Interministériel en date du 6 Novembre 1992,*
Vu *la demande d'autorisation de travaux sur le domaine public présentée le 14/11/2022 par la Société SO-TEC, sise 14 rue Sauta Roch -34560 Villeveyrac-, pour la livraison d'un poste électrique au chemin de château blanc – 13122 Ventabren -, pour le compte de la société SOLARIS.*
Considérant *qu'il appartient à l'Autorité Municipale de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes circulant sur les voies de la commune.*

ARRÊTE

Article 1 :
Sur la voie mentionnée à l'article 2, les dispositions ci-après pourront être appliquées :

- *Limitation de vitesse à 30 km/h*
- *Alternat réglé par :*
  - *Panneaux B15 et C18 (400véhicules/heure maxi)*
  - *Feux tricolores (800 véhicules/heure maxi)*
- *Interdiction de stationner dans l'emprise du chantier et en approche de celui-ci à tous véhicules.*
- *Interdiction de circuler sur la voie susmentionnée.*

Article 2 :
Le présent arrêté s'applique sur le chemin de château blanc pour la période courant du 25/11/2022 au 02/12/2022.
Pour chaque site d'intervention, la ou les dispositions les mieux adaptées parmi celles citées à l'article 1 seront mises en œuvre.
Article 3 :
La signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'Instruction Interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'Arrêté Interministériel du 6 Novembre 1992.
La fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation seront assurées par les soins de l'entreprise SO-TEC.
Article 4 :
La Société SO-TEC restera responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux effectués.
Elle sera tenue de réparer immédiatement tous les dommages qu'elle aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances.
Le cas échéant, la remise en état sera exécutée par la Commune aux frais du pétitionnaire.
Article 5 :
Le présent arrêté peut faire l'objet d'une contestation auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois (2 mois) à compter de sa notification ou de sa diffusion. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.
Article 6 :
La Directrice Générale des Services de la Commune de Ventabren, La Police Municipale de la Commune Ventabren, Les Gardes Champêtres de la Commune de Ventabren, Les Services Techniques de la Commune de Ventabren, La Gendarmerie Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Ventabren, le 21/11/2022

Pour le Maire

Frédéric VIGOUROUX

Formalités de publicité effectuées le 21/11/2022
Exécutoire le 25/11/2022

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

ARRONDISSEMENT D'AIX-EN-PROVENCE

CANTON DE BERRE L'ETANG

COMMUNE DE VENTABREN

ARRÊTÉ DU MAIRE
N° 315R

PERMISSION DE TRAVAUX SUR LA VOIRIE PUBLIQUE
CHEMIN DES PEPIOUX

Frédéric VIGOUROUX, Maire de la Commune de Ventabren,

VU la demande par courrier en date du **17 Novembre 2022,** par laquelle la **ENEDIS Direction Régionale Provence Alpes du Sud demeurant 445, Rue André Ampère 13591 AIX EN PROVENCE, Chargé de Projet M Antoine TEXIER ,** demande l'autorisation pour la réalisation de travaux sur le domaine public routier :

Référence Enedis DC25/ 046724 **CHEMIN DES PEPIOUX- 13122 Ventabren , cadastrée section AV.**

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités territoriales, complétée et modifiée par la Loi n° 82623 en date du 22 Juillet 1982.

VU la loi n°83-8 en date du 7 janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6

VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment les articles L2122-1 à L2122-4 et L3111.1,

VU le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants,

VU le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L115-1, L141-10, L141-11 et L141-12,

VU L'état des lieux

ARRÊTE

Article 1 – Autorisation

ENEDIS est autorisée à occuper le domaine public routier, Autorisation valable

du 22/11/2022 au 22/03/2023 Soit pour 4 Mois,

Au moins huit jours avant le commencement des travaux, le bénéficiaire soumettra au signataire du présent arrêté, ou à son représentant, la date de commencement des travaux par mail à : m.merlin@mairie-ventabren.fr .

et à y exécuter les travaux énoncés dans sa demande à savoir :

Projet : RACCORDEMENT ELECTRIQUE ENEDIS
Nature des Travaux : MAISON D'HABITATION
Dossier : MONSIEUR GAMET
Lieu : CHEMIN DES PEPIOUX

Indications particulières à vos travaux :

ENEDIS devra obtenir les servitudes de passages et de tréfonds avant le commencement des travaux. Consulter les Conditions particulières dues au fait que l'alimentation et le raccordement du projet traversent des propriétés privées

Sous réserve du bornage par un géomètre, de l'implantation des futurs compteurs, avec avis sur validation de l'implantation par les services de la Commune de Ventabren. Arrêté d'Alignement afin de connaître les servitudes pouvant frapper le chemin, et à régulariser avant tous travaux d'implantation par **ENEDIS**.

Le chemin est concerné par un Emplacement Réservé Communal V 4 CHEMIN DES PEPIOUX EMPRISE 6 METRES (3m de chaque côté de l'axe de la voirie)

L'Implantations de tous les équipements d'**ENEDIS**, pose de niche, coffret, regard, clôture, tabourets, compteur, borne, poteau, sarcophage, sont à installer, en dehors des voiries communales, comme indiqué au Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Ventabren, Si nécessaire consulter la convention de cession gratuite de terrain établie par la Mairie.

Dans le cas où des implantations seraient situées dans le périmètre de la voirie publique communale, en aucun cas la Mairie ne supportera le coût du déplacement de toutes ces installations. Il reviendra à **ENEDIS**, de trouver un accord, consécutif aux frais financiers, pour le déplacement de toutes les installations construites sur la voirie publique Communale

- Dans le cas où, après travaux, la remise en état de la voirie et des écoulements du réseau pluvial, ne seraient pas respectés, en aucun cas la Mairie ne supportera le coût des travaux qui seraient nécessaires pour remettre la voirie publique en état ou le réseau pluvial en état.

ENEDIS pour ses travaux devra garantir l'écoulement des eaux pluviales vers les ouvrages publics récepteurs et ne pas faire obstacle au libre écoulement des eaux de ruissellement, conformément aux dispositions du Code Civil.

En l'absence de réseau d'eaux pluviales, **ENEDIS** devra réaliser à sa charge exclusive des dispositifs appropriés et proportionnés permettant de maîtriser les débits d'eaux de ruissellement générés par l'aménagement routier.

Un dispositif de rétention des eaux pluviales sera conçu et adapté par **ENEDIS**, qui devra justifier de la conception et du dimensionnement de l'ouvrage.

- **ENEDIS** devra respecter les préconisations de la direction de l'Eau, de d'Assainissement, et du Pluvial (DEAP) de la Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP), Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Les travaux d'aménagement ne devront pas créer un écoulement supplémentaire des eaux pluviales, ni sur les fonds voisins, ni sur le domaine public ;

Lien pour consulter le plan et la liste des Emplacements Réservés à Ventabren

www.ventabren.fr /pratique /urbanisme /Plan Local d'Urbanisme approuvé le 11.12.2017 exécutoire à partir du 19.01/2018 /4.1 Règlement Graphique Plan /4.1.7 Liste emplacement réservés

Lors des travaux , ENEDIS doit prévoir , si nécessaire,

- de reprendre correctement et proprement les enrobés de raccord avec la chaussée existante.

- de refaire la réfection solide et de largeur appropriée de la chaussée à l'identique et ce après les travaux

- de reprendre à l'identique tous les accotements.

- de terminer les bords de rives sur le Domaine Public accédant à la propriété.

- de laisser les trottoirs et la chaussée à l'identique après travaux et en bon état.

- Refaire la signalisation du marquage au sol

- A la fin des travaux laisser en bon état d'utilisation, pour les piétons et les véhicules, la chaussée, les trottoirs et les accotements.

Article 2 - Prescriptions techniques particulières

A REVOIR AVANT TRAVAUX LES DIMENSIONS SUIVANT L'ALIGEMENT DE LA CHAUSSEE.

Réalisation de tranchée sous chaussée :

Le découpage des chaussées devra être exécuté à la scie à disque, à la bêche mécanique, à la roue tronçonneuse ou à la lame vibrante ou, en cas de tranchées étroites, à la trancheuse ou par tout autre matériel performant.

Les tranchées transversales, lorsque le fonçage n'est pas obligatoire, seront réalisées par demi - chaussée.

Au moins huit jours avant le commencement des travaux, **ENEDIS** soumettra au signataire du présent arrêté, ou à son représentant, m.meric@mairie-ventabren.fr , les résultats de l'étude qu'il aura effectuée sur le matériau qu'il compte utiliser en remblai et la composition de l'atelier de compactage et sa capacité de travail avec le matériau à mettre en œuvre (désignation précise du matériel, des coefficients de rendement, des épaisseurs de couches, du nombre de passe par couche et de la vitesse de translation, volume maximal à mettre en œuvre en un temps déterminé), étude qui s'imposera à lui.

Un grillage avertisseur sera mis en place à environ 0,30 mètre au-dessus de la canalisation.

Les déblais de chantier non utilisés provenant des travaux seront évacués et transportés en décharge autorisée à recevoir les matériaux extraits par les soins du bénéficiaire de la présente autorisation ou de l'entreprise chargée d'exécuter les travaux.

Si le marquage horizontal en rives ou en axe est endommagé, il devra être reconstitué à l'identique. Réalisation de tranchée sous accotement et/ou sous trottoir - Observations sur l'implantation du projet :

Le pétitionnaire est informé qu'il doit se renseigner en mairie m.merlin@mairie-ventabren.fr pour connaître l'existence d'ouvrages à proximité de son projet.

Les opérations de piquetage des travaux avec l'entreprise devront recevoir obligatoirement l'agrément du représentant de la commune.

La tranchée sera réalisée à une distance minimale du bord de la chaussée au moins égale à sa profondeur. S'il s'agit d'une tranchée sous trottoir, la génératrice supérieure de la conduite sera placée à 0,80 mètre au minimum au-dessous du niveau supérieur du trottoir. Les tranchées seront réalisées notamment à la trancheuse ou par tout matériel performant.

Un grillage avertisseur sera mis en place à environ 0,30 mètre au-dessus de la canalisation.

Le remblayage de la tranchée ainsi réalisée sera effectué. Il sera réalisé dans les mêmes conditions que pour les chaussées toutes les fois que la distance entre le bord de la chaussée et le bord de la tranchée sera, en accord avec le signataire, inférieure à la profondeur de la tranchée.

Article 3 - Sécurité et signalisation de chantier

15 Jours avant la date prévisionnelle des travaux, l'entreprise chargée des travaux et missionnée par **ENEDIS** - **devra déposer une demande d'Arrêté de police de la circulation et du stationnement au service de la Police Municipale** policemunicipale@mairie-ventabren.fr **04 42 28 89 97** (CERFA 14024*01) pris dans le cadre de la présente autorisation en application des dispositions du Code de la route et de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, modifié et de l'instruction sur la signalisation routière prise pour son application

Article 4 - Implantation ouverture de chantier et récolement

La date d'ouverture et d'achèvement du chantier sera précisée par l'entreprise chargée des travaux et missionnée par **ENEDIS** au moyen d'une demande d'arrêté de police de la circulation et du stationnement policemunicipale@mairie-ventabren.fr **04 42 28 89 97** (cerfa 14024*01)

La réalisation effective des travaux autorisés ne pourra excéder une durée de 07 jours sauf entente préalable.

Cette Société devra informer les Services Techniques : Mr Meric MERLIN m.merlin@mairie-ventabren.fr .au moins huit jours, avant la date prévue du démarrage des travaux, afin de permettre un rendez-vous sur les lieux pour contrôle du chantier, et état de la voirie avant travaux, ainsi que de permettre la libre circulation des personnes et des véhicules des riverains concernés. La chaussée sera rendue propre et libre à la circulation après 18 heures. La conformité des travaux sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier,

Article 5 – Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6

Le présent Arrêté peut faire l'objet d'une contestation auprès le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois (2 mois) à compter de sa notification ou de sa diffusion. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application « telerecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 7

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi 96-142 du 21/02/1996 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.

Article 8 - Publication et affichage

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la Commune de VENTABREN

Article 9

La Directrice Générale des Services de la Commune de Ventabren, La Police Municipale de la Commune de Ventabren, Les Gardes Champêtres de la Commune de Ventabren, les Services Techniques de la Commune de Ventabren, la Gendarmerie Nationale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Ventabren, **le 21 Novembre 2022**

Frédéric VIGOUROUX

MAIRIE DE VENTABREN R.F. 13122

Maire de Ventabren

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

ARRONDISSEMENT D'AIX-EN-PROVENCE
Canton de Berre l'Etang

COMMUNE DE VENTABREN

ARRÊTÉ DU MAIRE

N°316R

RÉGLEMENTATION PROVISOIRE DE LA CIRCULATION

Chemin des Méjeans

Frédéric VIGOUROUX, Maire de la Commune de Ventabren,

Vu *la Loi n° 82-213 en date du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités territoriales, complétée et modifiée par la Loi n° 82-623 en date du 22 Juillet 1982,*
Vu *la Loi n° 83-08 en date du 7 Janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,*
Vu *le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6,*
Vu *le Code de la Route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28,*
Vu *l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'Arrêté Interministériel en date du 6 Novembre 1992,*
Vu *la demande d'autorisation de travaux sur le domaine public présentée le 17/11/2022 par Monsieur BELALA Anis de la Société SOGEA PROVENCE, sise 29 avenue de Rome -13127 Vitrolles-, pour la création et la pose de réseaux humides au chemin des Méjeans – 13122 Ventabren -, pour le compte de la METROPOLE.*
Considérant *qu'il appartient à l'Autorité Municipale de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes circulant sur les voies de la commune.*

ARRÊTE

Article 1 :
Sur la voie mentionnée à l'article 2, les dispositions ci-après pourront être appliquées :

- *Limitation de vitesse à 30 km/h*
- *Alternat réglé par :*
  - *Panneaux B15 et C18 (400véhicules/heure maxi)*
  - *Feux tricolores (800 véhicules/heure maxi)*
- *Interdiction de stationner dans l'emprise du chantier et en approche de celui-ci à tous véhicules.*
- *Interdiction de circuler sur la voie susmentionnée.*

Article 2 :
Le présent arrêté s'applique sur le chemin des Méjeans pour la période courant du 12/12/2022 au 03/04/2023.
Pour chaque site d'intervention, la ou les dispositions les mieux adaptées parmi celles citées à l'article 1 seront mises en œuvre.

Article 3 :
La signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'Instruction Interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'Arrêté Interministériel du 6 Novembre 1992.
La fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation seront assurées par les soins de l'entreprise SOGEA PROVENCE.

Article 4 :
La Société SOGEA PROVENCE devra se référer à l'Arrêté du Maire numéro 221R du 4 octobre 2022 et restera responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux effectués.
Elle sera tenue de réparer immédiatement tous les dommages qu'elle aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances.
Le cas échéant, la remise en état sera exécutée par la Commune aux frais du pétitionnaire.

Article 5 :
Le présent arrêté peut faire l'objet d'une contestation auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois (2 mois) à compter de sa notification ou de sa diffusion. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Article 6 :
La Directrice Générale des Services de la Commune de Ventabren, La Police Municipale de la Commune Ventabren, Les Gardes Champêtres de la Commune de Ventabren, Les Services Techniques de la Commune de Ventabren, La Gendarmerie Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Ventabren, le 22/11/2022

Pour le Maire ...

MAIRIE DE VENTABREN 13122

Frédéric VIGOUROUX

Formalités de publicité effectuées le 23/11/2022
Exécutoire le 12/12/2022

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

ARRONDISSEMENT D'AIX-EN-PROVENCE
CANTON DE BERRE L'ETANG
COMMUNE DE VENTABREN

ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 317R

RÉGLEMENTATION PROVISOIRE DE LA CIRCULATION
ROUTE DE BERRE

Frédéric VIGOUROUX, Maire de la Commune de Ventabren,

***Vu** la Loi n° 82-213 en date du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités territoriales, complétée et modifiée par la Loi n° 82-623 en date du 22 Juillet 1982,*
***Vu** la Loi n° 83-08 en date du 7 Janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,*
***Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6,*
***Vu** le Code de la Route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28,*
***Vu** l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'Arrêté Interministériel en date du 6 Novembre 1992,*
***Vu** la demande d'autorisation de travaux sur le domaine public présentée le 21 novembre 2022 par l'entreprise PROVENCE SERVICES, sise 94 Chemin du Littoral à MARSEILLE -13015-, représenté par HOSTE Thomas, pour le déchargement d'une sculpture avec camion grue route de Berre résidence Castel Verde.,*
***Considérant** qu'il appartient à l'Autorité Municipale de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes circulant sur les voies de la commune,*

ARRÊTE

Article 1 :
Sur les voies mentionnées à l'article 2, les dispositions ci-après pourront être appliquées :

- *Limitation de vitesse à 30 km/h ou à 10 km/h (à titre exceptionnel)*
- *Empiètement sur chaussée*
- *Alternat réglé par :*
  - *Panneaux B15 et C18 (400véhicules/heure maxi)*
  - *Feux tricolores (800 véhicules/heure maxi)*
- *Interdiction de stationner et de dépasser dans l'emprise du chantier et en approche de celui-ci.*

Article 2 :
Le présent arrêté s'applique sur la route de Berre, pour la journée du 06 décembre 2022.
Pour chaque site d'intervention, la ou les dispositions les mieux adaptées parmi celles citées à l'article 1 seront mises en œuvre.

Article 3 :
La signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'Instruction Interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'Arrêté Interministériel du 6 Novembre 1992.
La fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation seront assurées par les soins de l'entreprise PROVENCE SERVICE.

Article 4 :
L'entreprise PROVENCE SERVICES restera responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux effectués.
Elle sera tenue de réparer immédiatement tous les dommages qu'elle aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances.
Le cas échéant, la remise en état sera exécutée par la Commune aux frais du pétitionnaire.

Article 5 :
Le présent arrêté peut faire l'objet d'une contestation auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois (2 mois) à compter de sa notification ou de sa diffusion. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Article 6 :
La Directrice Générale des Services de la Commune de Ventabren, La Police Municipale de la Commune Ventabren, Les Gardes Champêtres de la Commune de Ventabren, Les Services Techniques de la Commune de Ventabren, La Gendarmerie Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Ventabren, le 23 novembre 2022

Le Maire de Ventabren

Frédéric VIGOUROUX

MAIRIE DE VENTABREN 13122

Formalités de publicité effectuées le 23 novembre 2022
Exécutoire le 06 décembre 2022

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

ARRONDISSEMENT D'AIX-EN-PROVENCE

CANTON DE BERRE L'ETANG

COMMUNE DE VENTABREN

ARRÊTÉ DU MAIRE
N° 318R

PERMISSION DE TRAVAUX SUR LA VOIRIE PUBLIQUE
62 CARRAIRE DES ROUGUIERES BASSES
QUARTIER LE MOULIN

Frédéric VIGOUROUX, Maire de la Commune de Ventabren,

VU la demande par mail en date du **23 Novembre 2022,** par laquelle la **SOCIETE DES EAUX DE MARSEILLE demeurant Agence d'Aix-en-Provence 275 Rue Pierre Duhem 13856 AIX EN PROVENCE, Chargé d'Affaire Monsieur Thierry BUFORN,** demande l'autorisation pour la réalisation de travaux sur le domaine public routier :

Référence CT 7427214 **62 CARRAIRES DES ROUGUIERES BASSES QUARTIER MOULIN A VENT - 13122 Ventabren cadastrée section AC.**

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités territoriales, complétée et modifiée par la Loi n° 82623 en date du 22 Juillet 1982.

VU la loi n°83-8 en date du 7 janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6

VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment les articles L2122-1 à L2122-4 et L3111.1,

VU le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants,

VU le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L115-1, L141-10, L141-11 et L141-12,

VU L'état des lieux

ARRÊTE

Article 1 – Autorisation

LA SOCIETE DES EAUX DE MARSEILLE est autorisée à occuper le domaine public routier, Autorisation valable

du 23/11/2022 au 23/03/2023 Soit pour 4 Mois,

Au moins huit jours avant le commencement des travaux, le bénéficiaire soumettra au signataire du présent arrêté, ou à son représentant, la date de commencement des travaux, par mail m.merlin@mairie-ventabren.fr .

et à y exécuter les travaux énoncés dans sa demande à savoir :

Projet : SUPPRESSION PE VETUSTE - POSE PE AVEC COMPTEUR ESPACE VERT
Nature des Travaux : MAISON D'HABITATION EXISTANTE
Dossier : SCI VIZIR MADAME MOUREN
Lieu : 62 CARRAIRE DES ROUGUIERES BASSES QUARTIER LE MOULIN.

Indications particulières à vos travaux :

La SEM devra obtenir les servitudes de passages et de tréfonds avant le commencement des travaux. Consulter les Conditions particulières dues au fait que l'alimentation et le raccordement du projet traversent des propriétés privées.

Sous réserve du bornage, de l'implantation des futurs compteurs, avec avis sur validation de l'implantation par les services de la Commune de Ventabren. Un Arrêté d'Alignement afin de connaître les servitudes pouvant frapper le chemin, et à régulariser avant tous travaux d'implantation par **la SEM**.

Le chemin des CHEMIN DES ROUGUIERES BASSES est concerné par un IG N° 45 Communal CHEMIN PIETON OU PISTE CYCLABLE 663 metres largeur 2,5 surface 1060 m²

L'Implantations de tous les équipements **de la SEM,** pose de niche, coffret, regard, clôture, tabourets, compteur, borne, poteau, sarcophage, sont à installer, en dehors des voiries communales, comme indiqué au Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Ventabren, Si nécessaire consulter la convention de cession gratuite de terrain établie par la Mairie.

Dans le cas où des implantations seraient situées dans le périmètre de la voirie publique communale, en aucun cas la Mairie ne supportera le coût du déplacement de toutes ces installations. Il reviendra **à la SEM**, de trouver un accord, consécutif aux frais financiers, pour le déplacement de toutes les installations construites sur la voirie publique Communale

Dans le cas où, après travaux, la remise en état de la voirie et des écoulements du réseau pluvial, ne seraient pas respectés, en aucun cas la Mairie ne supportera le coût des travaux qui seraient nécessaires pour remettre la voirie publique en état ou le réseau pluvial en état.

La SEM pour ses travaux devra garantir l'écoulement des eaux pluviales vers les ouvrages publics récepteurs et ne pas faire obstacle au libre écoulement des eaux de ruissellement, conformément aux dispositions du Code Civil.

En l'absence de réseau d'eaux pluviales, **La SEM** devra réaliser à sa charge exclusive des dispositifs appropriés et proportionnés permettant de maîtriser les débits d'eaux de ruissellement générés par l'aménagement routier.

Un dispositif de rétention des eaux pluviales sera conçu et adapté par **La SEM**, qui devra justifier de la conception et du dimensionnement de l'ouvrage.

- **La SEM** devra respecter les préconisations de la direction de l'Eau, de d'Assainissement, et du Pluvial (DEAP) de la Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP), Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Les travaux d'aménagement ne devront pas créer un écoulement supplémentaire des eaux pluviales, ni sur les fonds voisins, ni sur le domaine public ;

Lien pour consulter le plan et la liste des Emplacements Réservés à Ventabren

www.ventabren.fr /pratique /urbanisme /Plan Local d'Urbanisme approuvé le 11.12.2017 exécutoire à partir du 19.01/2018 /4.1 Règlement Graphique Plan /4.1.7 Liste emplacement réservés

Lors des travaux , **la Société des Eaux de Marseille** doit prévoir , si nécessaire,

- de reprendre correctement et proprement les enrobés de raccord avec la chaussée existante.

- de refaire la réfection solide et de largeur appropriée de la chaussée à l'identique et ce après les travaux

- de reprendre à l'identique tous les accotements.

- de terminer les bords de rives sur le Domaine Public accédant à la propriété.

- de laisser les trottoirs et la chaussée à l'identique après travaux et en bon état.

- Refaire la signalisation du marquage au sol

- A la fin des travaux laisser en bon état d'utilisation, pour les piétons et les véhicules, la chaussée, les trottoirs et les accotements.

Article 2 - Prescriptions techniques particulières

REPERER AVANT LES TRAVAUX LES DIMENSIONS DE L'ALIGEMENT DE LA CHAUSSEE ET DES EMPLACEMENTS RESERVES
Réalisation de tranchée sous chaussée :Le découpage des chaussées devra être exécuté à la scie à disque, à la bêche mécanique, à la roue tronçonneuse ou à la lame vibrante ou, en cas de tranchées étroites, à la trancheuse ou par tout autre matériel performant.
Les tranchées transversales, lorsque le fonçage n'est pas obligatoire, seront réalisées par demi - chaussée.

Au moins huit jours avant le commencement des travaux, **LA SEM** soumettra au signataire du présent arrêté, ou à son représentant, m.meric@mairie-ventabren.fr , les résultats de l'étude qu'il aura effectuée sur le matériau qu'il compte utiliser en remblai et la composition de l'atelier de compactage et sa capacité de travail avec le matériau à mettre en œuvre (désignation précise du matériel, des coefficients de rendement, des épaisseurs de couches, du nombre de passe par couche et de la vitesse de translation, volume maximal à mettre en œuvre en un temps déterminé), étude qui s'imposera à lui.

Un grillage avertisseur sera mis en place à environ 0,30 mètre au-dessus de la canalisation.

Les déblais de chantier non utilisés provenant des travaux seront évacués et transportés en décharge autorisée à recevoir les matériaux extraits par les soins du bénéficiaire de la présente autorisation ou de l'entreprise chargée d'exécuter les travaux.

Si le marquage horizontal en rives ou en axe est endommagé, il devra être reconstitué à l'identique. Réalisation de tranchée sous accotement et/ou sous trottoir - Observations sur l'implantation du projet :

Le pétitionnaire est informé qu'il doit se renseigner en mairie m.merlin@mairie-ventabren.fr pour connaître l'existence d'ouvrages à proximité de son projet.

Les opérations de piquetage des travaux avec l'entreprise devront recevoir obligatoirement l'agrément du représentant de la commune.

La tranchée sera réalisée à une distance minimale du bord de la chaussée au moins égale à sa profondeur. S'il s'agit d'une tranchée sous trottoir, la génératrice supérieure de la conduite sera placée à 0,80 mètre au minimum au-dessous du niveau supérieur du trottoir. Les tranchées seront réalisées notamment à la trancheuse ou par tout matériel performant.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 318R

Un grillage avertisseur sera mis en place à environ 0,30 mètre au-dessus de la canalisation. Le remblayage de la tranchée ainsi réalisée sera effectué. Il sera réalisé dans les mêmes conditions que pour les chaussées toutes les fois que la distance entre le bord de la chaussée et le bord de la tranchée sera, en accord avec le signataire, inférieure à la profondeur de la tranchée.

Article 3 - Sécurité et signalisation de chantier

15 Jours avant la date prévisionnelle des travaux, l'entreprise chargée des travaux et missionnée par **La SEM - devra déposer une demande d'Arrêté de police de la circulation et du stationnement au service de la Police Municipale** policemunicipale@mairie-ventabren.fr **04 42 28 89 97** (CERFA 14024*01) pris dans le cadre de la présente autorisation en application des dispositions du Code de la route et de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, modifié et de l'instruction sur la signalisation routière prise pour son application

Article 4 - Implantation - ouverture de chantier et récolement

La réalisation effective des travaux autorisés ne pourra excéder une durée de 07 jours sauf entente préalable.

La SEM devra informer les Services Techniques : Mr Meric MERLIN m.merlin@mairie-ventabren.fr .(8 jours avant la date prévisionnelle des travaux) de la date d'ouverture et d'achèvement du chantier, qui sera précisée par l'entreprise chargée des travaux et missionnée par **La SEM,** afin de permettre un rendez-vous sur les lieux pour contrôle du chantier, et état de la voirie avant travaux, ainsi que de permettre la libre circulation des personnes et des véhicules des riverains concernés. La chaussée sera rendue propre et libre à la circulation après 18 heures. La conformité des travaux sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier,

	Nature du revêtement	Dimensions
Chaussée	**TERRE**	**6.00 M X 0.80 M**

Article 5 – Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6

Le présent Arrêté peut faire l'objet d'une contestation auprès le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois (2 mois) à compter de sa notification ou de sa diffusion. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application « telerecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 7

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi 96-142 du 21/02/1996 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.

Article 8 - Publication et affichage

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la Commune de VENTABREN

Article 9

La Directrice Générale des Services de la Commune de Ventabren, La Police Municipale de la Commune de Ventabren, Les Gardes Champêtres de la Commune de Ventabren, les Services Techniques de la Commune de Ventabren, la Gendarmerie Nationale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Ventabren, **le 23 Novembre 2022**

Frédéric VIGOUROUX

MAIRIE DE VENTABREN
R.F.
13122

Maire de Ventabren

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT
DES
BOUCHES DU RHONE

ARRONDISSEMENT D'AIX EN PROVENCE

CANTON DE BERRE L'ETANG

COMMUNE DE VENTABREN

ARRETE DU MAIRE

N°319 R

AUTORISATION TAXI N°7
CHANGEMENT DE VEHICULE

Frédéric VIGOUROUX, Maire de la Commune de Ventabren,

***Vu** le Code des Transports et notamment les articles L.3121-1 à L.3121-12,*
***Vu** l'Arrêté Municipal n° 164R en date du 22 Août 2017 règlementant le nombre, la circulation et le stationnement des Taxis,*
***Vu** l'arrêté n°28R en date du 30 Avril 2008, autorisant Mr Edmond JULIARD, demeurant, 1100, avenue Victor Hugo – 13122 VENTABREN, à exploiter un taxi sur la commune de VENTABREN.*
***Vu** le contrat par lequel Mr Edmond JULIARD donne en location-gérance à Monsieur Thierry AMBIANTI, demeurant – 5 rue du Docteur CALMETTE – 13760 SAINT CANNAT-, les éléments d'exploitation d'un fonds d'activité d'exploitant de taxi,*
***Vu** l'avis de la Commission Départementale des Taxis et Voitures de Petite Remise en date du 04 Juillet 2007,*

A R R E T E

Article 1 :
Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté municipal n° 009R en date du 15 Janvier 2019.

Article 2 :
Monsieur Thierry AMBIANTI, est autorisé à stationner sur la voie publique à l'endroit réservé à cet effet avec une voiture de place destinée au transport des voyageurs, Taxi n°7 de marque Hyundai, type Tucson, immatriculé GC-379-WT, première immatriculation le 09 novembre 2021.

Article 3 :
Mr Thierry AMBIANTI devra se conformer aux instructions de l'Arrêté Municipal du 22 Août 2017 ainsi qu'à la règlementation préfectorale en vigueur.

Article 4 :
Mr Edmond JULIARD, titulaire de l'autorisation de stationner, devra s'acquitter annuellement, auprès du receveur Municipal, Percepteur de Berre, de la somme de Soixante Seize Euros et Vingt Deux centimes (76.22 €), révisable, au titre de droit de stationnement et de circulation.

Article 5 :
Le présent arrêté peut faire l'objet d'une contestation auprès du Tribunal Administratif de MARSEILLE dans un délai de 2 mois (deux mois) à compter de sa notification.

Article 6 :
La Directrice Générale des Services, Le Directeur des Services Techniques, la Police Municipale, les Gardes Champêtres, la Gendarmerie Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Ventabren, le 23 Novembre 2022

Frédéric VIGOUROUX

MAIRIE DE VENTABREN 13122

Maire de Ventabren

Notifié le :

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

ARRONDISSEMENT D'AIX-EN-PROVENCE

CANTON DE BERRE L'ETANG

COMMUNE DE VENTABREN

ARRÊTÉ DU MAIRE
N° 320R

PERMISSION DE TRAVAUX SUR LA VOIRIE PUBLIQUE

1854 IMPASSE DE LA PINEDE

Frédéric VIGOUROUX, Maire de la Commune de Ventabren,

VU la demande par mail en date du **23 Novembre 2022,** par laquelle la **SOCIETE DES EAUX DE MARSEILLE demeurant Agence d'Aix-en-Provence 275 Rue Pierre Duhem 13856 AIX EN PROVENCE, Chargé d'Affaire Monsieur Thierry BUFORN,** demande l'autorisation pour la réalisation de travaux sur le domaine public routier :

Référence CT 7425855 CT 7426961 **1854 IMPASSE DE LA PINEDE - 13122 Ventabren**

cadastrée section AY.

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités territoriales, complétée et modifiée par la Loi n° 82623 en date du 22 Juillet 1982.

VU la loi n°83-8 en date du 7 janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6

VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment les articles L2122-1 à L2122-4 et L3111.1,

VU le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants,

VU le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L115-1, L141-10, L141-11 et L141-12,

VU L'état des lieux

ARRÊTE

Article 1 – Autorisation

LA SOCIETE DES EAUX DE MARSEILLE est autorisée à occuper le domaine public routier, Autorisation valable

du 24/11/2022 au 24/03/2023 Soit pour 4 Mois,

Au moins huit jours avant le commencement des travaux, le bénéficiaire soumettra au signataire du présent arrêté, ou à son représentant, la date de commencement des travaux, par mail m.merlin@mairie-ventabren.fr .

et à y exécuter les travaux énoncés dans sa demande à savoir :

Projet : 2 BRANCHEMENTS AEP + Regard - 1 BRANCHEMENT ASSAINISSEMENT.
Nature des Travaux : MAISON D'HABITATION EXISTANTE ET MAISON D'HABITATION NEUVE
Dossier : MME FERRETTI AURELIE – M JULIEN GUY
Lieu : 1854 IMPASSE DE LA PINEDE.

Indications particulières à vos travaux :

La SEM devra obtenir les servitudes de passages et de tréfonds avant le commencement des travaux. Consulter les Conditions particulières dues au fait que l'alimentation et le raccordement du projet traversent des propriétés privées.

Sous réserve du bornage, de l'implantation des futurs compteurs, avec avis sur validation de l'implantation par les services de la Commune de Ventabren. Un Arrêté d'Alignement afin de connaître les servitudes pouvant frapper le chemin, et à régulariser avant tous travaux d'implantation par **la SEM**.

Le chemin de l'IMPASSE DE LA PINEDE est concerné par un EMPLACEMENT RESERVE Communal Numéro V 24 LARGEUR D'EMPRISE 6 METRES (3mètres de chaque côté de l'axe de la voirie.) Aménagement de voirie.

L'Implantations de tous les équipements **de la SEM,** pose de niche, coffret, regard, clôture, tabourets, compteur, borne, poteau, sarcophage, sont à installer, en dehors des voiries communales, comme indiqué au Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Ventabren, Si nécessaire consulter la convention de cession gratuite de terrain établie par la Mairie.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 320R

Dans le cas où des implantations seraient situées dans le périmètre de la voirie publique communale, en aucun cas la Mairie ne supportera le coût du déplacement de toutes ces installations. Il reviendra **à la SEM**, de trouver un accord, consécutif aux frais financiers, pour le déplacement de toutes les installations construites sur la voirie publique Communale

Dans le cas où, après travaux, la remise en état de la voirie et des écoulements du réseau pluvial, ne seraient pas respectés, en aucun cas la Mairie ne supportera le coût des travaux qui seraient nécessaires pour remettre la voirie publique en état ou le réseau pluvial en état.

La SEM pour ses travaux devra garantir l'écoulement des eaux pluviales vers les ouvrages publics récepteurs et ne pas faire obstacle au libre écoulement des eaux de ruissellement, conformément aux dispositions du Code Civil.

En l'absence de réseau d'eaux pluviales, **La SEM** devra réaliser à sa charge exclusive des dispositifs appropriés et proportionnés permettant de maîtriser les débits d'eaux de ruissellement générés par l'aménagement routier.

Un dispositif de rétention des eaux pluviales sera conçu et adapté par **La SEM**, qui devra justifier de la conception et du dimensionnement de l'ouvrage.

- **La SEM** devra respecter les préconisations de la direction de l'Eau, de d'Assainissement, et du Pluvial (DEAP) de la Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP), Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Les travaux d'aménagement ne devront pas créer un écoulement supplémentaire des eaux pluviales, ni sur les fonds voisins, ni sur le domaine public ;

Lien pour consulter le plan et la liste des Emplacements Réservés à Ventabren

www.ventabren.fr /pratique /urbanisme /Plan Local d'Urbanisme approuvé le 11.12.2017 exécutoire à partir du 19.01/2018 /4.1 Règlement Graphique Plan /4.1.7 Liste emplacement réservés

Lors des travaux , **la Société des Eaux de Marseille** doit prévoir , si nécessaire,

- de reprendre correctement et proprement les enrobés de raccord avec la chaussée existante.

- de refaire la réfection solide et de largeur appropriée de la chaussée à l'identique et ce après les travaux

- de reprendre à l'identique tous les accotements.

- de terminer les bords de rives sur le Domaine Public accédant à la propriété.

- de laisser les trottoirs et la chaussée à l'identique après travaux et en bon état.

- Refaire la signalisation du marquage au sol

- A la fin des travaux laisser en bon état d'utilisation, pour les piétons et les véhicules, la chaussée, les trottoirs et les accotements.

Article 2 - Prescriptions techniques particulières

REPERER AVANT LES TRAVAUX LES DIMENSIONS DE L'ALIGEMENT DE LA CHAUSSEE ET DES EMPLACEMENTS RESERVES
Réalisation de tranchée sous chaussée :Le découpage des chaussées devra être exécuté à la scie à disque, à la bêche mécanique, à la roue tronçonneuse ou à la lame vibrante ou, en cas de tranchées étroites, à la trancheuse ou par tout autre matériel performant.
Les tranchées transversales, lorsque le fonçage n'est pas obligatoire, seront réalisées par demi - chaussée.

Au moins huit jours avant le commencement des travaux, **LA SEM** soumettra au signataire du présent arrêté, ou à son représentant, m.meric@mairie-ventabren.fr , les résultats de l'étude qu'il aura effectuée sur le matériau qu'il compte utiliser en remblai et la composition de l'atelier de compactage et sa capacité de travail avec le matériau à mettre en œuvre (désignation précise du matériel, des coefficients de rendement, des épaisseurs de couches, du nombre de passe par couche et de la vitesse de translation, volume maximal à mettre en œuvre en un temps déterminé), étude qui s'imposera à lui.

Un grillage avertisseur sera mis en place à environ 0,30 mètre au-dessus de la canalisation.

Les déblais de chantier non utilisés provenant des travaux seront évacués et transportés en décharge autorisée à recevoir les matériaux extraits par les soins du bénéficiaire de la présente autorisation ou de l'entreprise chargée d'exécuter les travaux.

Si le marquage horizontal en rives ou en axe est endommagé, il devra être reconstitué à l'identique. Réalisation de tranchée sous accotement et/ou sous trottoir - Observations sur l'implantation du projet :

Le pétitionnaire est informé qu'il doit se renseigner en mairie m.merlin@mairie-ventabren.fr pour connaître l'existence d'ouvrages à proximité de son projet.

Les opérations de piquetage des travaux avec l'entreprise devront recevoir obligatoirement l'agrément du représentant de la commune.

La tranchée sera réalisée à une distance minimale du bord de la chaussée au moins égale à sa profondeur. S'il s'agit d'une tranchée sous trottoir, la génératrice supérieure de la conduite sera placée à 0,80 mètre au minimum au-dessous du niveau supérieur du trottoir. Les tranchées seront réalisées notamment à la trancheuse ou par tout matériel performant.

Un grillage avertisseur sera mis en place à environ 0,30 mètre au-dessus de la canalisation. Le remblayage de la tranchée ainsi réalisée sera effectué. Il sera réalisé dans les mêmes conditions que pour les chaussées toutes les fois que la distance entre le bord de la chaussée et le bord de la tranchée sera, en accord avec le signataire, inférieure à la profondeur de la tranchée.

Article 3 - Sécurité et signalisation de chantier

15 Jours avant la date prévisionnelle des travaux, l'entreprise chargée des travaux et missionnée par **La SEM - devra déposer une demande d'Arrêté de police de la circulation et du stationnement au service de la Police Municipale** policemunicipale@mairie-ventabren.fr **04 42 28 89 97** (CERFA 14024*01) pris dans le cadre de la présente autorisation en application des dispositions du Code de la route et de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, modifié et de l'instruction sur la signalisation routière prise pour son application

Article 4 - Implantation - ouverture de chantier et récolement

La réalisation effective des travaux autorisés ne pourra excéder une durée de 07 jours sauf entente préalable.

La SEM devra informer les Services Techniques : Mr Meric MERLIN m.merlin@mairie-ventabren.fr .(8 jours avant la date prévisionnelle des travaux) de la date d'ouverture et d'achèvement du chantier, qui sera précisée par l'entreprise chargée des travaux et missionnée par **La SEM,** afin de permettre un rendez-vous sur les lieux pour contrôle du chantier, et état de la voirie avant travaux, ainsi que de permettre la libre circulation des personnes et des véhicules des riverains concernés. La chaussée sera rendue propre et libre à la circulation après 18 heures. La conformité des travaux sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier,

	Nature du revêtement	Dimensions
Chaussée eau	**BETON BETUMINEUX**	**8.00 M X 0.80 M**
Chaussée assainissement	**BETON BITUMINEUX**	**6.00 M X 0.80 M**

Article 5 – Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6

Le présent Arrêté peut faire l'objet d'une contestation auprès le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois (2 mois) à compter de sa notification ou de sa diffusion. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application « telerecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 7

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi 96-142 du 21/02/1996 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.

Article 8 - Publication et affichage

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la Commune de VENTABREN

Article 9

La Directrice Générale des Services de la Commune de Ventabren, La Police Municipale de la Commune de Ventabren, Les Gardes Champêtres de la Commune de Ventabren, les Services Techniques de la Commune de Ventabren, la Gendarmerie Nationale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Ventabren, **le 24 Novembre 2022**

Frédéric VIGOUROUX

MAIRIE DE VENTABREN
R.F.
13122

Maire de Ventabren

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

ARRONDISSEMENT D'AIX-EN-PROVENCE
Canton de Berre l'Etang
COMMUNE DE VENTABREN

ARRÊTÉ DU MAIRE

N°321R

RÉGLEMENTATION PROVISOIRE DE LA CIRCULATION
ROUTE DE BERRE

Frédéric VIGOUROUX, Maire de la Commune de Ventabren,

***Vu** la Loi n° 82-213 en date du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités territoriales, complétée et modifiée par la Loi n° 82-623 en date du 22 Juillet 1982,*
***Vu** la Loi n° 83-08 en date du 7 Janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,*
***Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6,*
***Vu** le Code de la Route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28,*
***Vu** l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'Arrêté Interministériel en date du 6 Novembre 1992,*
***Vu** la demande d'autorisation de travaux sur le domaine public présentée le 16/11/2022 par la Société SOBECA, sise 745 Rue Georges Claude ZI les Milles -13852 Aix-En-Provence-, représenté par Monsieur BOURRAS Maxime, pour le compte d'ENEDIS, sis 445 rue André Ampère 13290 Aix-en-Provence, pour des travaux de raccordement individuel et collectif avec aménagement réseau électrique au 6195 route de Berre.*
***Considérant** qu'il appartient à l'Autorité Municipale de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes circulant sur les voies de la commune.*

ARRÊTE

Article 1 :
Sur la voie mentionnée à l'article 2, les dispositions ci-après pourront être appliquées :

- *Limitation de vitesse à 30 km/h*
- *Alternat réglé par :*
  - *Panneaux B15 et C18 (400véhicules/heure maxi)*
  - *Feux tricolores (800 véhicules/heure maxi)*
- *Interdiction de stationner et de dépasser dans l'emprise du chantier et en approche de celui-ci à tous véhicules*
- *Une déviation sera mise en place en cas de nécessité.*

Article 2 :
Le présent arrêté s'applique sur la route de Berre, pour la période courant du 29/11/2022 au 22/12/2022 inclus.
Pour chaque site d'intervention, la ou les dispositions les mieux adaptées parmi celles citées à l'article 1 seront mises en œuvre.

Article 4 :
La signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'Instruction Interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'Arrêté Interministériel du 6 Novembre 1992.
La fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation seront assurées par les soins de l'entreprise SOBECA.

Article 5 :
La Société SOBECA restera responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux effectués.
Elle sera tenue de réparer immédiatement tous les dommages qu'elle aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances.
Le cas échéant, la remise en état sera exécutée par la Commune aux frais du pétitionnaire.

Article 6 :
Le présent arrêté peut faire l'objet d'une contestation auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois (2 mois) à compter de sa notification ou de sa diffusion. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Article 7 :
La Directrice Générale des Services de la Commune de Ventabren, La Police Municipale de la Commune Ventabren, Les Gardes Champêtres de la Commune de Ventabren, Les Services Techniques de la Commune de Ventabren, La Gendarmerie Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Ventabren, le 29/11/2022

MAIRIE DE VENTABREN 13122

Le Maire de Ventabren

Frédéric VIGOUROUX

Formalités de publicité effectuées le 29/11/2022
Exécutoire le 29/11/2022

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

ARRONDISSEMENT D'AIX-EN-PROVENCE

CANTON DE BERRE L'ETANG

COMMUNE DE VENTABREN

ARRÊTÉ DU MAIRE
N° 322R

PERMISSION DE TRAVAUX SUR LA VOIRIE PUBLIQUE

IMPASSE DE LA TERRASSE DES PINS

Frédéric VIGOUROUX, Maire de la Commune de Ventabren,

VU la demande par mail en date du **28 Novembre 2022,** par laquelle la **SOCIETE DES EAUX DE MARSEILLE demeurant Agence d'Aix-en-Provence 275 Rue Pierre Duhem 13856 AIX EN PROVENCE, Chargé d'Affaire Monsieur Thierry BUFORN,** demande l'autorisation pour la réalisation de travaux sur le domaine public routier :

Référence CT 7427034 **IMPASSE DE LA TERRASSE DES PINS - 13122 Ventabren**

cadastrée section AS.

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités territoriales, complétée et modifiée par la Loi n° 82623 en date du 22 Juillet 1982.

VU la loi n°83-8 en date du 7 janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6

VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment les articles L2122-1 à L2122-4 et L3111.1,

VU le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants,

VU le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L115-1, L141-10, L141-11 et L141-12,

VU L'état des lieux

ARRÊTE

Article 1 – Autorisation

LA SOCIETE DES EAUX DE MARSEILLE est autorisée à occuper le domaine public routier, Autorisation valable

du 29/11/2022 au 29/03/2023 Soit pour 4 Mois,

Au moins huit jours avant le commencement des travaux, le bénéficiaire soumettra au signataire du présent arrêté, ou à son représentant, la date de commencement des travaux, par mail m.merlin@mairie-ventabren.fr .

et à y exécuter les travaux énoncés dans sa demande à savoir :

Projet : 1 BRANCHEMENT EAU POTABLE + REGARD ABRI COMPTEUR
Nature des Travaux : MAISON D'HABITATION PERMIS DE CONSTRUIRE 013 114 21 F0103.
Dossier : M TABAKIAN Cédric
Lieu : IMPASSE DE LA TERRASSE DES PINS.

Indications particulières à vos travaux :

La SEM devra obtenir les servitudes de passages et de tréfonds avant le commencement des travaux. Consulter les Conditions particulières dues au fait que l'alimentation et le raccordement du projet traversent des propriétés privées.

Sous réserve du bornage, de l'implantation des futurs compteurs, avec avis sur validation de l'implantation par les services de la Commune de Ventabren. Un Arrêté d'Alignement afin de connaître les servitudes pouvant frapper le chemin, et à régulariser avant tous travaux d'implantation par **la SEM**.

Le chemin de l'IMPASSE DE TERRASSE DES PINS n'est pas concerné par un EMPLACEMENT RESERVE Communal. Respecter l'emprise existante du Chemin Communal de l'Impasse de la Terrasse des Pins.

L'Implantations de tous les équipements **de la SEM,** pose de niche, coffret, regard, clôture, tabourets, compteur, borne, poteau, sarcophage, sont à installer, en dehors des voiries communales, comme indiqué au Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Ventabren, Si nécessaire consulter la convention de cession gratuite de terrain établie par la Mairie.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 322R

Dans le cas où des implantations seraient situées dans le périmètre de la voirie publique communale, en aucun cas la Mairie ne supportera le coût du déplacement de toutes ces installations. Il reviendra à **la SEM**, de trouver un accord, consécutif aux frais financiers, pour le déplacement de toutes les installations construites sur la voirie publique Communale

Dans le cas où, après travaux, la remise en état de la voirie et des écoulements du réseau pluvial, ne seraient pas respectés, en aucun cas la Mairie ne supportera le coût des travaux qui seraient nécessaires pour remettre la voirie publique en état ou le réseau pluvial en état.

La SEM pour ses travaux devra garantir l'écoulement des eaux pluviales vers les ouvrages publics récepteurs et ne pas faire obstacle au libre écoulement des eaux de ruissellement, conformément aux dispositions du Code Civil.

En l'absence de réseau d'eaux pluviales, **La SEM** devra réaliser à sa charge exclusive des dispositifs appropriés et proportionnés permettant de maîtriser les débits d'eaux de ruissellement générés par l'aménagement routier.

Un dispositif de rétention des eaux pluviales sera conçu et adapté par **La SEM**, qui devra justifier de la conception et du dimensionnement de l'ouvrage.

- **La SEM** devra respecter les préconisations de la direction de l'Eau, de d'Assainissement, et du Pluvial (DEAP) de la Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP), Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Les travaux d'aménagement ne devront pas créer un écoulement supplémentaire des eaux pluviales, ni sur les fonds voisins, ni sur le domaine public ;

Lien pour consulter le plan et la liste des Emplacements Réservés à Ventabren

www.ventabren.fr /pratique /urbanisme /Plan Local d'Urbanisme approuvé le 11.12.2017 exécutoire à partir du 19.01/2018 /4.1 Règlement Graphique Plan /4.1.7 Liste emplacement réservés

Lors des travaux , **la Société des Eaux de Marseille** doit prévoir , si nécessaire,

- de reprendre correctement et proprement les enrobés de raccord avec la chaussée existante.

- de refaire la réfection solide et de largeur appropriée de la chaussée à l'identique et ce après les travaux

- de reprendre à l'identique tous les accotements.

- de terminer les bords de rives sur le Domaine Public accédant à la propriété.

- de laisser les trottoirs et la chaussée à l'identique après travaux et en bon état.

- Refaire la signalisation du marquage au sol

- A la fin des travaux laisser en bon état d'utilisation, pour les piétons et les véhicules, la chaussée, les trottoirs et les accotements.

Article 2 - Prescriptions techniques particulières

REPERER AVANT LES TRAVAUX LES DIMENSIONS DE L'ALIGEMENT DE LA CHAUSSEE ET DES EMPLACEMENTS RESERVES
Réalisation de tranchée sous chaussée : Le découpage des chaussées devra être exécuté à la scie à disque, à la bêche mécanique, à la roue tronçonneuse ou à la lame vibrante ou, en cas de tranchées étroites, à la trancheuse ou par tout autre matériel performant. Les tranchées transversales, lorsque le fonçage n'est pas obligatoire, seront réalisées par demi - chaussée. Au moins huit jours avant le commencement des travaux, **LA SEM** soumettra au signataire du présent arrêté, ou à son représentant, m.meric@mairie-ventabren.fr , les résultats de l'étude qu'il aura effectuée sur le matériau qu'il compte utiliser en remblai et la composition de l'atelier de compactage et sa capacité de travail avec le matériau à mettre en œuvre (désignation précise du matériel, des coefficients de rendement, des épaisseurs de couches, du nombre de passe par couche et de la vitesse de translation, volume maximal à mettre en œuvre en un temps déterminé), étude qui s'imposera à lui.

Un grillage avertisseur sera mis en place à environ 0,30 mètre au-dessus de la canalisation.

Les déblais de chantier non utilisés provenant des travaux seront évacués et transportés en décharge autorisée à recevoir les matériaux extraits par les soins du bénéficiaire de la présente autorisation ou de l'entreprise chargée d'exécuter les travaux.

Si le marquage horizontal en rives ou en axe est endommagé, il devra être reconstitué à l'identique. Réalisation de tranchée sous accotement et/ou sous trottoir - Observations sur l'implantation du projet :

Le pétitionnaire est informé qu'il doit se renseigner en mairie m.merlin@mairie-ventabren.fr pour connaître l'existence d'ouvrages à proximité de son projet.

Les opérations de piquetage des travaux avec l'entreprise devront recevoir obligatoirement l'agrément du représentant de la commune.

La tranchée sera réalisée à une distance minimale du bord de la chaussée au moins égale à sa profondeur. S'il s'agit d'une tranchée sous trottoir, la génératrice supérieure de la conduite sera placée à 0,80 mètre au minimum au-dessous du niveau supérieur du trottoir. Les tranchées seront réalisées notamment à la trancheuse ou par tout matériel performant.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 322R

Un grillage avertisseur sera mis en place à environ 0,30 mètre au-dessus de la canalisation. Le remblayage de la tranchée ainsi réalisée sera effectué. Il sera réalisé dans les mêmes conditions que pour les chaussées toutes les fois que la distance entre le bord de la chaussée et le bord de la tranchée sera, en accord avec le signataire, inférieure à la profondeur de la tranchée.

Article 3 - Sécurité et signalisation de chantier

15 Jours avant la date prévisionnelle des travaux, l'entreprise chargée des travaux et missionnée par **La SEM - devra déposer une demande d'Arrêté de police de la circulation et du stationnement au service de la Police Municipale** policemunicipale@mairie-ventabren.fr **04 42 28 89 97** (CERFA 14024*01) pris dans le cadre de la présente autorisation en application des dispositions du Code de la route et de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, modifié et de l'instruction sur la signalisation routière prise pour son application

Article 4 - Implantation - ouverture de chantier et récolement

La réalisation effective des travaux autorisés ne pourra excéder une durée de 07 jours sauf entente préalable.

La SEM devra informer les Services Techniques : Mr Meric MERLIN m.merlin@mairie-ventabren.fr .(8 jours avant la date prévisionnelle des travaux) de la date d'ouverture et d'achèvement du chantier, qui sera précisée par l'entreprise chargée des travaux et missionnée par **La SEM,** afin de permettre un rendez-vous sur les lieux pour contrôle du chantier, et état de la voirie avant travaux, ainsi que de permettre la libre circulation des personnes et des véhicules des riverains concernés. La chaussée sera rendue propre et libre à la circulation après 18 heures. La conformité des travaux sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier,

	Nature du revêtement	Dimensions
Chaussée	**BETON BETUMINEUX**	**2.50 M X 0.80 M**

Article 5 – Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6

Le présent Arrêté peut faire l'objet d'une contestation auprès le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois (2 mois) à compter de sa notification ou de sa diffusion. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application « telerecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 7

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi 96-142 du 21/02/1996 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.

Article 8 - Publication et affichage

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la Commune de VENTABREN

Article 9

La Directrice Générale des Services de la Commune de Ventabren, La Police Municipale de la Commune de Ventabren, Les Gardes Champêtres de la Commune de Ventabren, les Services Techniques de la Commune de Ventabren, la Gendarmerie Nationale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Ventabren, **le 29 Novembre 2022**

Frédéric VIGOUROUX

MAIRIE DE VENTABREN
R.F.
13122

Maire de Ventabren

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

ARRONDISSEMENT D'AIX-EN-PROVENCE

CANTON DE BERRE L'ETANG

COMMUNE DE VENTABREN

ARRÊTÉ DU MAIRE
N° 323R

ARRETE DU MAIRE PORTANT NUMEROTAGE

Frédéric VIGOUROUX, Maire de la Commune de Ventabren,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU la demande écrite en date du 21 Novembre 2022 de **Monsieur PIEULLE Olivier**,
VU L'Arrêté du Permis de Construire numéro 013 114 17 F0001,
VU L'extrait du plan cadastral et le plan de masse du terrain de la construction,
VU La consultation, l'avis, et l'attribution de l'adresse, fait par le service de l'attribution de la numérotation pour adresse de la Commune de Ventabren.
CONSIDÉRANT la nécessité d'attribuer un numéro et un nom de voirie aux propriétés bâties afin de faciliter leur repérage,

ARRÊTE DU MAIRE PORTANT NUMEROTAGE

Article 1 :
Le numérotage de la propriété référencée section AT Numéro 1236 – 1235 – 1234 – 1233 – 1232 – 1231 – 1230 – 1229 – 1228 à ce jour, l'adresse attribuée est fixée comme suit

615, CHEMIN DE LA LECQUE

13122 VENTABREN

Article 2 :
Les frais d'entretien et réfection de numérotage, sont à la charge du propriétaire qui doit veiller à ce que le numéro inscrit soit constamment net, lisible et conserve ses dimensions et formes premières,

Article 3 :
Aucun numérotage n'est admis autre que celui prévu au présent arrêté,

Article 4 :
Il est rappelé que la commune procède uniquement à la numérotation des habitations en bordure des voies publiques.
Il appartient aux résidents (notamment dans les zones d'habitats groupés) de prendre toutes les dispositions utiles et nécessaires pour organiser une identification claire et constante de chaque maison / logement / bâtiment, afin de favoriser la rapidité des services de secours, et la distribution du courrier.
Prendre attache auprès des services de la Poste pour un conseil sur la possibilité d'une mise en place d'un Cidex devant l'entrée du chemin d'accès.

Article 5 :
Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux règlements en vigueur,

Article 6 :
Ampliation de cet arrêté sera adressé à :

- L'Administré : **Monsieur PIEULLE Olivier**,
- Monsieur le Directeur de la Poste du Centre Aix-en-Provence PPDC DEX SUD 13796 Aix-en Provence,
- Monsieur le Directeur de la Poste du centre de tri 13510 Eguilles,
- Monsieur le Directeur du CDIF Centre des Impôts Fonciers d'Aix en Provence Service du Cadastre et des Hypothèques.
- S.D.I.S 13 Service Départemental des Services d'Incendie et Secours des Bouches-du-Rhône service Prévision
- Pompiers Groupe Territorial Centre 13880 Velaux / Coudoux
- Monsieur l'Inspecteur du Cadastre 13 Aix-en-Provence.
- Gendarmerie Nationale 13510 Eguilles.

Article 7 :
La Directrice Générale des Services et la Police Municipale et le Directeur des Services Techniques de Ventabren, La Gendarmerie Nationale d'Eguilles, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Ventabren, le 29 Novembre 2022

Frédéric VIGOUROUX

MAIRIE DE VENTABREN R.F. 13122

MAIRE DE VENTABREN

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

ARRONDISSEMENT D'AIX-EN-PROVENCE

CANTON DE BERRE L'ETANG

COMMUNE DE VENTABREN

ARRÊTÉ DU MAIRE
N° 324R

ARRETE DU MAIRE PORTANT NUMEROTAGE

Frédéric VIGOUROUX, Maire de la Commune de Ventabren,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU la demande écrite en date du 19 Octobre 2022 de **Monsieur GELINEAU Mathieu,**
VU L'Arrêté du Permis de Construire numéro 013 114 21 F0083,
VU L'extrait du plan cadastral et le plan de masse du terrain de la construction,
VU La consultation, l'avis, et l'attribution de l'adresse, fait par le service de l'attribution de la numérotation pour adresse de la Commune de Ventabren.
CONSIDÉRANT la nécessité d'attribuer un numéro et un nom de voirie aux propriétés bâties afin de faciliter leur repérage,

ARRÊTE DU MAIRE PORTANT NUMEROTAGE

Article 1 :
Le numérotage de la propriété référencée section AZ Numéro 765 & 764
à ce jour, l'adresse attribuée est fixée comme suit

5, IMPASSE PEYRE PLANTADE SUD 13122 VENTABREN
Voie privée numéro unique.

Article 2 :
Les frais d'entretien et réfection de numérotage, sont à la charge du propriétaire qui doit veiller à ce que le numéro inscrit soit constamment net, lisible et conserve ses dimensions et formes premières,

Article 3 :
Aucun numérotage n'est admis autre que celui prévu au présent arrêté,

Article 4 :
Il est rappelé que la commune procède uniquement à la numérotation des habitations en bordure des voies publiques.
Il appartient aux résidents (notamment dans les zones d'habitats groupés) de prendre toutes les dispositions utiles et nécessaires pour organiser une identification claire et constante de chaque maison / logement / bâtiment, afin de favoriser la rapidité des services de secours, et la distribution du courrier.
Prendre attache auprès des services de la Poste pour un conseil sur la possibilité d'une mise en place d'un Cidex devant l'entrée du chemin d'accès.

Article 5 :
Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux règlements en vigueur,

Article 6 :
Ampliation de cet arrêté sera adressé à :

- L'Administré : **Monsieur GELINEAU Mathieu,**
- Monsieur le Directeur de la Poste du Centre Aix-en-Provence PPDC DEX SUD 13796 Aix-en Provence,
- Monsieur le Directeur de la Poste du centre de tri 13510 Eguilles,
- Monsieur le Directeur du CDIF Centre des Impôts Fonciers d'Aix en Provence Service du Cadastre et des Hypothèques.
- S.D.I.S 13 Service Départemental des Services d'Incendie et Secours des Bouches-du-Rhône service Prévision
- Pompiers Groupe Territorial Centre 13880 Velaux / Coudoux
- Monsieur l'Inspecteur du Cadastre 13 Aix-en-Provence.
- Gendarmerie Nationale 13510 Eguilles.

Article 7 :
La Directrice Générale des Services et la Police Municipale et le Directeur des Services Techniques de Ventabren, La Gendarmerie Nationale d'Eguilles, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Ventabren, le 30 Novembre 2022

Frédéric VIGOUROUX

MAIRIE DE VENTABREN R.F. 13122

MAIRE DE VENTABREN